

Conseil fédéral :

**SOCIALISTES,
SORTEZ DONC DE
CE GOUVERNEMENT !**

Depuis toujours, les partis bourgeois ont choisi les socialistes qu'ils veulent au Conseil fédéral. La "formule magique" n'avait de magique que l'extrême docilité du Parti socialiste. Tant que durait la haute conjoncture, avec ses petites réformes sociales régulières, les socialistes n'y trouvaient rien à redire. Même quand Hans Peter Tschudi, élu par la droite, sabotait l'initiative socialiste sur l'assurance-maladie. On voit aujourd'hui ce qui reste de cette "œuvre sociale" ! Même chose pour le deuxième pilier et les économies financières mises en oeuvre par Ritschard.

Mais les temps ont changé. La bourgeoisie refuse la moindre concession à ses mesures d'austérité. Acculé, le Parti socialiste (PS) doit choisir entre l'austérité bourgeoise et la défense des travailleurs. Il a donc monté d'un cran les enchères : élisez notre candidate, ou nous partons ! La réaction – au sens propre du terme – ne s'est pas fait attendre. Lilian Uchtenhagen a eu droit à tous les qualificatifs phallogratiques et déshonorants qui font, d'ordinaire, la qualité d'un homme politique : trop intransigente, trop décidée, etc. ! Tout le mépris qu'affiche la classe politique bourgeoise pour celles et ceux qui ne sont pas les siens, pour les plus faibles et les démunis, s'est concentré contre la candidate socialiste. Voilà clairement tracée la limite de la collaboration gouvernementale. Yann Richter, président du Parti radical, l'a résumé sans ambages : "On voit maintenant qui gouverne dans ce pays".

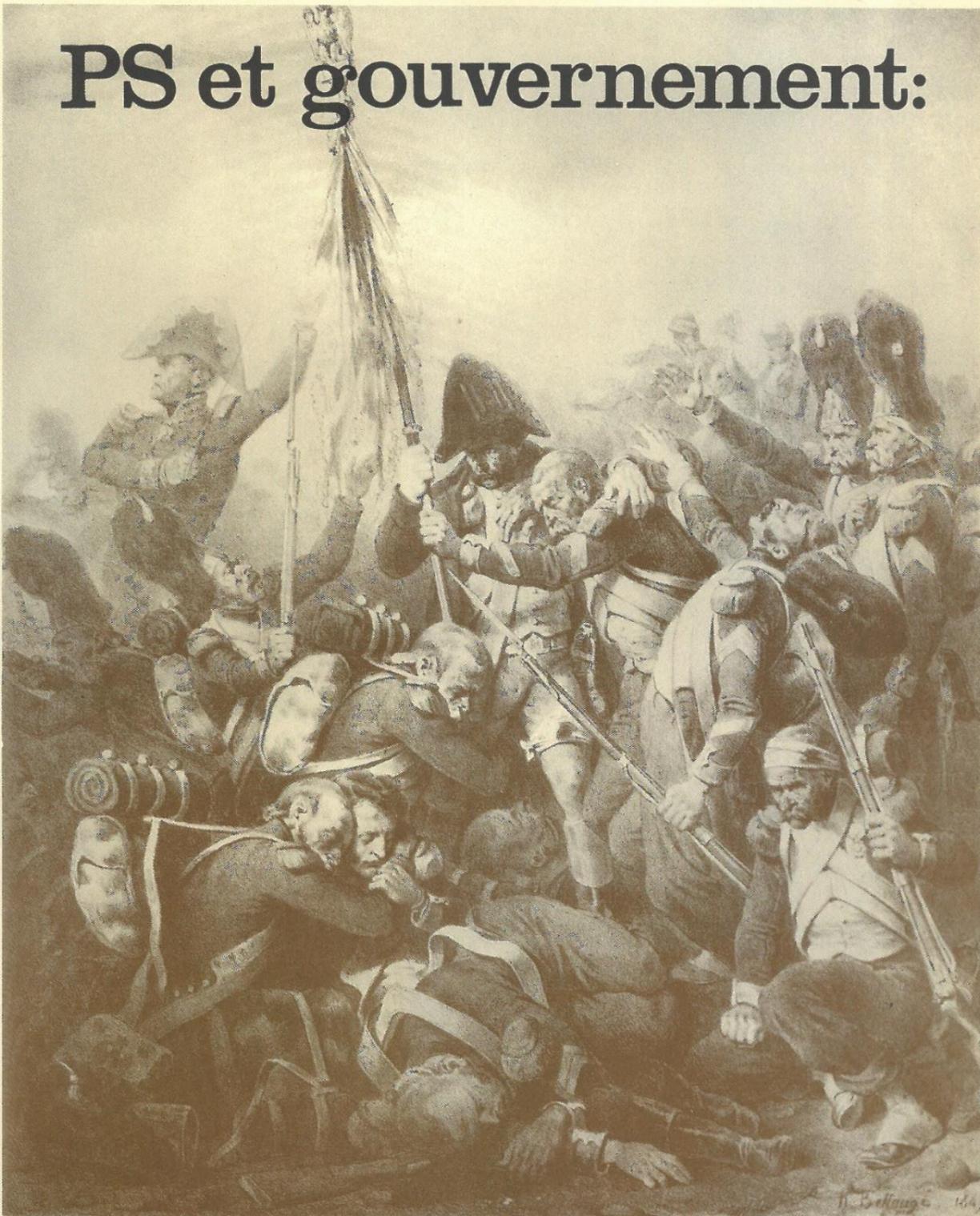
La droite a donc choisi "son" socialiste. Avec un sûr instinct de classe. Parmi les nombreux politiciens bourgeois que compte le PS, Otto Stich est une valeur sûre. Fade à souhait, mais serviteur assidu de ses maîtres. A la direction de la Coop, il a fait ses preuves de patron de choc. Il est partisan de la centrale de Kaiseraugst et opposé au droit de référendum sur les crédits militaires. Membre zélé de la Commission fédérale des banques, il combat l'initiative socialiste à ce sujet. Bref : un solide cheval de Troie dans les confrontations à venir avec les socialistes !

Le groupe parlementaire socialiste n'a pas eu le courage immédiat de lui interdire son mandat. Mais le débat est ouvert. Un congrès du PS doit décider de son maintien ou non au Conseil fédéral. Déjà, les partis bourgeois redoublent leurs appels : "restez" ! Ils ont trop besoin d'eux pour faire avaler la pilule aux salariés. Dans le PS, les notables bourgeois feront des pieds et des mains pour rester en place.

Sous ces pressions, que va décider le Parti socialiste ? Entrer dans l'opposition, pour combattre l'austérité, ou "renégocier" sa place au gouvernement ? Le choix doit être clairement tranché. Pour la défense de l'emploi et des salaires, pour une réelle sécurité sociale, contre la politique d'austérité et les dépenses militaires – autant de terrains où les travailleurs doivent se battre aujourd'hui, indépendamment du gouvernement et contre lui. Voilà pourquoi il faut que les socialistes quittent le Conseil fédéral. L'appel qu'ils font à l'Union syndicale d'en discuter de son côté est une occasion de débattre dans les rangs syndicaux et de leur dire : sortez pour défendre avec nous nos revendications !

La Brèche

PS et gouvernement:



L'HEURE DU BILAN?

Pologne :

La crise est proche

Chimie bâloise :

UNE GRANDE MANIFESTATION OUVRIÈRE



On savait les travailleurs de la chimie déterminés à se battre (cf. notre article p. 4). Ils l'ont montré samedi 10 décembre. Leur manifestation "pour le maintien de la compensation du renchérissement, pour l'amélioration du Contrat collectif" a en effet rassemblé près de 10 000 personnes dans les rues de Bâle. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cette importante manifestation et sur les perspectives dans la chimie bâloise.

Epreuve de force au foyer Malley-Prairie à Lausanne :

UN TEST POUR LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Le Foyer Malley-Prairie à Lausanne accueille des mères célibataires et des femmes battues ainsi que leurs enfants. Les éducatrices et éducateurs du Foyer se sont mis en grève partielle pour s'opposer aux conséquences des restrictions budgétaires de l'Etat de Vaud et de la Commune de Lausanne sur leurs emplois, leurs conditions de travail et par conséquent sur les prestations fournies aux personnes confiées à cette institution. La grève engagée au Foyer Malley-Prairie met en évidence les conséquences de la politique d'austérité de la droite, une Entente vaudoise musclée, arrogante et bafouant les droits des travailleurs.

En effet, après avoir licencié deux personnes au début 1983 à la Rotonde (la structure d'accueil du Foyer pour les enfants d'âge scolaire), le comité directeur du Foyer a récidivé en licenciant deux personnes pour la fin de l'année à l'Attique (la garderie). De plus le comité a dénoncé la convention collective de travail pour la fin 1983, ce qui impliquera entre autres une baisse de salaires et des prestations sociales pour les éducatrices(teurs) restants. Ces licenciements sont justifiés, selon le comité directeur, par des motifs financiers.

Les éducatrices(teurs) du Foyer et leur syndicat SSP/VPOD ont tout fait pour amener le comité directeur à négocier :

démarches auprès de la commission paritaire puis auprès de l'Office de conciliation. En vain !

L'intransigeance du comité a été totale. Il a même refusé la proposition de conciliation du conseiller d'Etat socialiste D. Schmutz, qui voulait suspendre les licenciements jusqu'à fin mars 1984 dans le but de mettre en place des négociations convenables, faire prendre en charge le coût de cette suspension par les pouvoirs publics et négocier les conditions de travail. Le comité campe sur ses positions. Il veut imposer son diktat à tout prix et sa présidente, Mme Leuba, femme du conseiller d'Etat libéral et ancienne députée socialiste (!), ne cache pas sa conception du dialogue : "Le comité reste ouvert à la réflexion en commun à condition que sa prééminence soit respectée"... !

Le PSO vaudois soutient le personnel du Foyer dans son action de grève perlée et appuie ses revendications : suppression des licenciements, négociation d'une nouvelle convention collective, négociation de la restructuration du Foyer avec le personnel et le syndicat SSP/VPOD. L'action des éducateurs et éducatrices appuyée par leur syndicat et toutes les organisations ouvrières doit faire céder Mme Leuba, la dame de fer !

13 décembre 1983

Solidarité Nicaragua :

Une nouvelle brigade de travail volontaire



Pont de Guanacaste construit par la brigade suisse de solidarité et le quartier de Guanacaste. 1983



Cet été, deux brigades de travail volontaire ont construit un pont dans le barrio de Guanacaste, à Matagalpa (cf. photo ci-dessus).

Pour les mois de janvier-mars 1984, les comités Nicaragua - El Salvador de Suisse ont décidé d'envoyer une nouvelle brigade de travail, qui aidera à la récolte du café et du coton, denrées d'exportation vitales pour le Nicaragua. En outre des travailleurs et des travailleuses qualifié(e)s sont recherchés pour s'insérer dans les secteurs de la santé, de la construction, du travail agricole et de la production d'énergie. Face au sabotage et aux pressions économiques de l'impérialisme, nul besoin de souligner l'importance de cette aide (cf. notre article p. 10).

Les frais de voyage sont à la charge des participants, le séjour est pris en charge par le Nicaragua.

Les volontaires sont priés de s'inscrire au Secrétariat d'Amérique centrale, Baslerstrasse 106, 8048 Zurich (01 / 493 18 40).

Solidarité Amérique centrale : Nouveau comité à Yverdon

Afin d'élargir la solidarité en faveur des pays d'Amérique centrale, un comité de solidarité Nicaragua - El Salvador vient de se créer à Yverdon pour la région du Nord-Vaudois. (...)

Ce comité aura pour tâches principales, en collaboration avec les autres comités de Suisse, de faire connaître le plus largement possible la situation en Amérique centrale, d'organiser des rencontres et séances d'information, de participer à des campagnes d'aide en direction de ces pays. Actuellement, nous récoltons de l'argent pour deux projets, l'un pour une coopérative agricole à Yale au Nicaragua, et l'autre pour la zone libérée de Guazapa au Salvador. Dans ce but, nous avons déjà été présents au marché d'Yverdon le 10 décembre et nous comptons faire une action le 22 décembre lors de l'ouverture nocturne des magasins. Pour prendre contact : Comité Nicaragua - El Salvador, case postale 152, 1401 Yverdon.

Parution de "La Brèche"

Ce numéro 310 est le dernier de cette année. Nous retrouverons nos lecteurs, nos lectrices et nos abonnés(e)s le 21 janvier 1984. Avec au menu du premier numéro de rentrée, un dossier sur la participation gouvernementale et le Parti socialiste suisse. De quoi commencer la nouvelle année en fanfare...

À propos

Les nôtres :

Jean-Christophe PILET dit Godio

Notre camarade s'est donné la mort le jeudi 1er décembre, à l'âge de 27 ans. Durant près d'une décennie de militantisme, il avait pris part à toutes nos luttes. Ancien membre du Comité Central du PSO, il fut aussi secrétaire de la section lausannoise de notre parti. Nous publions ci-dessous les quelques mots prononcés par un membre du PSO lors de la cérémonie d'adieu :

Quelques heures avant de mourir, tu te posais, Jean-Christophe, la question : ai-je le droit de me donner la mort ?

A cette question, tu as répondu : oui. "J'ai ce droit, écris-tu, si je pense que je ne peux plus rien apporter à l'humanité."

"Apporter quelque chose à l'humanité" : telle fut ta préoccupation essentielle, celle que tu as gardée jusqu'aux derniers moments.

Tu avais choisi, très jeune, de donner un sens à ta vie par la lutte. La lutte pour une humanité meilleure, une humanité débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation, une humanité où il n'y aura pas de valeur supérieure à la solidarité et la dignité humaines.

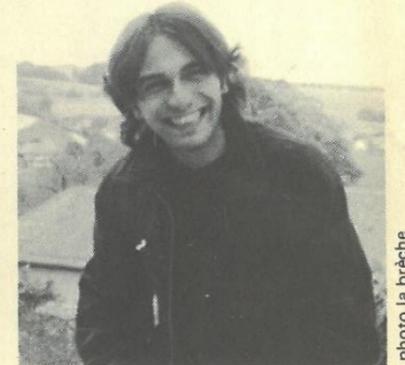


photo la brèche

Cette lutte, c'est toi, Jean-Christophe, qui la menais, toi, un homme, un être de chair et de sang, qui vivais, qui palpais, qui exultais et souffrais aussi, toi, un être fait de convictions et de doutes, en un mot, un être humain. L'homme de fer, l'homme sans faille, sans fissure, n'existe pas.

Et, petit à petit, patiemment, profitant de tes multiples failles, la grisaille t'a envahi, le froid s'est glissé dans tes veines.

Nous avons tous été les témoins plus ou moins proches du combat que tu as livré ces dernières années contre cette froide grisaille, ce mal d'autant plus insaisissable qu'il semblait sourdre de tes propres abysses, ce cancer que notre société engendre comme elle engendre la misère et la faim.

Ce combat, tu l'as perdu. La froide grisaille t'a peu à peu acculé à la mort volontaire.

Peut-être aurais-tu aimé ce poème de Maïakovski, le dernier qu'il écrivit :

"Comme on dit
L'incident est clos
Le canot de l'amour
s'est brisé contre la
vie courante

Je suis quitte avec la vie
Inutile de passer en revue
les douleurs
les malheurs
et les torts
réciproques.

Soyez heureux !"

A toi, Jean-Christophe, notre ami, notre frère, notre camarade, nous disons :

Adieu, nous continuerons ton combat.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Conseil fédéral : Socialistes, sortez donc de ce gouvernement ! 1

POLITIQUE

Le Club des Dix du FMI : un office de poursuites international 3
Les affameurs du FMI 3
Participation gouvernementale du PS : au four de l'austérité et au moulin de la résistance ? 8

SOCIAL

Chimie : "Les gens voient bien ce qui est en jeu" 4
Syndicat du livre et du papier (SLP) : oui aux mesures de lutte 4
Les routes nationales en discussion : comment bloquer l'avalanche de béton ? 5
Capitalisme et crise 5

DOSSIER

CUBA et l'invasion de GRENADE 6-7

FEMMES

Violences contre les femmes : "Si tu sors dehors, tout peut t'arriver..." (Pauline Julien) 8

INTERNATIONAL

Marche contre le racisme : Les p'tits Beurs 9
Travailleurs immigrés : L'Europe en chasse 9
AMÉRIQUE CENTRALE : Guerre et manœuvres diplomatiques 10
Cent ans de domination US ! 10

À LIRE

Des BD pour Noël 11

L'ÉVÈNEMENT

POLOGNE : La crise est proche 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50 Fr.
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Le Club des Dix du FMI :

« Il ne faut pas confondre les problèmes monétaires avec l'aide au développement ! » Voilà ce que Gilbert Coutau, conseiller national libéral, s'est écrié à l'occasion du débat parlementaire sur l'adhésion de la Suisse au Club des Dix et aux Accords généraux d'emprunt du FMI (Fonds Monétaire International).

En été 1982 le Mexique annonçait qu'il était pratiquement en état de cessation de paiement. L'accumulation de sa dette contractée auprès de banques privées internationales était telle que même le paiement des intérêts devenait impossible. Un petit vent de panique se répandit dans le monde de la finance internationale. Un krach du Mexique aurait des conséquences désastreuses et immédiates pour une série de banques privées et, par répercussion, sur l'ensemble du système monétaire international. Il fallut, en quelques jours, trouver auprès des pays capitalistes riches et du FMI les fonds permettant de renflouer temporairement les caisses du Mexique.

Face à ce genre de menaces, le renforcement des organismes monétaires internationaux est devenu une impérieuse nécessité pour les pays capitalistes riches.

Le FMI est l'un de ces organismes. Il est financé par ses

Un office de poursuites international

Etats membres et leur accorde des prêts pour leur permettre de faire face à des difficultés financières. Il intervient lorsque les banques privées sont réticentes. C'est pourquoi le FMI, lorsqu'il accorde un prêt, pose des conditions draconiennes au pays emprunteur. Ces conditions doivent permettre un renflouement des caisses destiné au remboursement des emprunts contractés auparavant auprès de banques privées. Elles sont connues : austérité sociale, réduction des importations, etc. Dans ce sens, on peut dire que le FMI est un Office des poursuites international au service des pays capitalistes riches.

Le Club des Dix et les Accords généraux d'emprunt (AGE) regroupent les dix pays capitalistes les plus riches : Etats-Unis, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, France, Italie, Japon, Canada, Pays-Bas, Belgique, Suède. Ces dix pays ont conclu entre eux des Accords généraux d'emprunt avec un capital total de 38 milliards de francs en 1983. Ce capital doit permettre au FMI de surmonter une pénurie de liquidités. Les AGE sont également destinés à octroyer des crédits à des pays dits "en voie de développement". Ces crédits sont, cependant, subordonnés à l'application de conditions de politique économique dictées par le FMI.

Ainsi quand G. Coutau déclare que les problèmes monétaires ne sont pas à confondre avec l'aide au développement il a, du point de vue des milieux bancaires qu'il représente, parfaitement raison. Le FMI, le Club des Dix ont pour fonction essentielle de servir d'Office des poursuites international, d'assurance contre les risques de krach bancaire international. Peu importe la misère, la faim, il faut que l'argent rentre !

L'adhésion au Club des Dix est un pas très important pour la bourgeoisie suisse, bien plus important que l'adhésion à l'ONU. Elle concrétise sa volonté d'occuper une place centrale comme place financière internationale.

Il n'est dès lors pas étonnant que la majorité du Conseil national ait refusé de soumettre l'adhésion au Club des Dix au référendum facultatif. Cela aurait été se livrer au risque d'un désaveu populaire. Lorsque les décisions vraiment importantes sont prises, mieux vaut éviter au maximum les désavantages du débat public !

A. Meylan



Les affameurs du FMI

Le Fonds Monétaire International (FMI) dicte sa politique d'austérité dans nombre de pays sous-développés. Les résultats de cette politique ne feront jamais les grands titres de la presse dite "d'information". Ils sont pourtant catastrophiques pour des millions de personnes. A preuve les deux exemples que nous publions ci-dessous. Leur source ? Ni l'agence Novosti, ni d'obscures officines gauchistes. Mais d'honorables œuvres d'entraide humanitaire, peu suspectes de verser dans la subversion systématique¹.

Pérou : nourris aux aliments pour poulets

"Les coûts sociaux de cette politique sont dramatiques. Elle signifie la mort d'environ 500 000 enfants et a pour conséquence une réalité incontestable : les Péruviens souffrent de la faim." C'est ainsi que Manuel Moreyra, alors président de la Banque centrale, décrivait dans une interview accordée au *New York Times* du 24 août 1979 les coûts sociaux d'une politique économique péruvienne conforme aux directives du FMI. Un autre exemple : le prix toujours plus élevé des denrées alimentaires poussa les habitants des bidonvilles de Lima à manger de la "nicorita", une farine de poisson destinée à engraisser les poulets d'élevage. L'artisan de la politique économique péruvienne, l'ancien ministre des finances Silva Ruete, ne nia pas une consommation croissante de nourriture de poulet par la population. "Mais ce qui est plus grave, a-t-il ajouté, c'est le fait que des gens n'ont même pas régulièrement de la nourriture de poulet à manger." (*Los Angeles Times*, 9 décembre 1979) Cette situation alimentaire catastrophique n'est pas restée sans conséquences pour la population péruvienne. Selon les indications de la Banque mondiale, les maladies dues à la malnutrition occupaient la quatrième place dans les causes de décès de l'Hôpital de l'enfance de Lima en 1976; en 1979, elles occupaient le tout premier rang des causes de décès.

Le Fonds Monétaire International (FMI) est entré en scène au

Pérou en 1977. Depuis lors, il est devenu un fidèle accompagnateur de la politique économique péruvienne... Malgré cela, la dette extérieure du Pérou se montait, fin 1982, à 23 milliards de francs suisses. Une fourniture importante de matériel militaire — français notamment — n'est bien sûr pas étrangère à l'importance de la dette. Le FMI et le gouvernement péruvien misent tout sur la carte de la libéralisation de l'économie extérieure, l'encouragement des exportations et le rétablissement de l'équilibre budgétaire. Conséquence : une réduction des prestations publiques essentielles.

Brésil : du miracle économique à la famine

"3 000 ouvriers de la Petrobras ont été expulsés pour avoir protesté contre les licenciements imposés par ces messieurs du FMI."

"La crise existe dans tout le pays à cause de la politique économique pratiquée par les responsables politiques qui nous ont livrés au FMI. Mais nous ne pouvons pas rendre l'argent que le peuple n'a jamais reçu."

Voilà ce que nous écrivent des membres de mouvements populaires ou de communautés de base du Brésil. (...)

Au temps du miracle économique, tous les banquiers étrangers considéraient le Brésil comme un Eldorado. Euphorique, le régime militaire conçut des projets pharaoniques en imposant un modèle de développement extraverti, basé sur une alliance des milieux d'affaires

proches de l'Etat et du capital étranger, aggravant les vices d'un système profondément inégalitaire. Sur les 200 plus grandes entreprises opérant dans le pays en 1981, 84 étaient des compagnies publiques, 75 des compagnies privées, 41 des compagnies étrangères. Par l'intermédiaire de la Banque nationale de développement économique, le secteur public contrôle la majorité des prêts à long terme et 60 o/o du crédit rural.

L'an dernier, le service de la dette du Brésil a égalé pour la première fois la valeur des exportations, soit environ 42 milliards de francs. Actuellement, la dette approche l'incroyable somme de 200 milliards de francs. Aussi le FMI a-t-il exigé des réductions massives du déficit des finances publiques (6 o/o du PNB en 1982) et la diminution de l'inflation qui ascende actuellement à 160 o/o. Brasilia a décidé de revaloriser les salaires de 20 o/o au-dessous du taux d'inflation, mais 3 o/o des privilégiés verront augmenter leur pouvoir d'achat. Les importations seront réduites de 21 o/o pour le secteur privé et de 29 o/o pour le secteur public. Le Brésil vient de suspendre le paiement des intérêts dus à ses créanciers du Club de Paris et tente de négocier le ré-échelonnement.

La cure d'austérité imposée par le FMI a des conséquences dramatiques. (...) Le haricot noir (aliment de base de la population) a augmenté de 237 o/o. Les salaires seront réduits de 25 o/o durant les deux prochaines années. Les paysans sont expulsés de leur terre par les grands propriétaires et deviennent des "posseiros" (travailleurs de la terre sans titre de propriété). Ils affirment : "Le soja et la canne à sucre chassent l'homme".

1. Communauté de travail Swissaid / Action de Carême / Pain pour le prochain / Helvetas, Le point de vue des œuvres d'entraide concernant l'endettement des pays en développement : préconditions à l'adhésion de la Suisse aux accords généraux d'emprunt (AGE), pages 4 et 6.

Chimie :

“Les gens voient bien ce qui est en jeu.”

* ENTRETIEN AVEC HANS SCHAEPPI, SECRÉTAIRE SYNDICAL FTCP

Le 24 novembre, 2 000 travailleurs de la chimie décidèrent, lors d'une assemblée syndicale de manifester dans la rue le 10 décembre (voir *La Brèche* no 309, du 3 décembre 1983; pour le résultat de la manifestation, voir notre article p. 2) et envisagèrent la possibilité d'une grève d'avertissement d'une heure. Le nombre des participants, leur détermination, leurs résolutions sont choses rares en Suisse alémanique et représentent un événement particulièrement stimulant. La solidarité des syndicats locaux et de l'Union syndicale suisse (USS) est aussi à souligner. *Bresche*, le journal en langue allemande du PSO, s'est entretenu du cadre et des perspectives de cette grande mobilisation ouvrière avec Hans Schäppi, secrétaire syndical de la FTCP (Fédération du textile, de la chimie et du papier).

bresche : Pourquoi est-ce que l'Association des Industriels de la Chimie bâloise adopte un cours aussi dur dans les négociations, tout en sachant bien que ses justifications, compte tenu des hauts bénéfices de la chimie, ont du mal à passer ?

Hans Schäppi : La seule explication, c'est que derrière l'attitude des industriels de la chimie, il y a l'attaque coordonnée du patronat depuis 1980, qui vise la baisse des salaires réels. Le Contrat collectif de travail (CCT) de la chimie n'est pas sur tous les points un contrat de pointe — comme les patrons le prétendent — mais en ce qui concerne la compensation du renchérissement et les salaires, c'est un des

contrats les plus progressistes de Suisse. Une mise en cause de la réglementation touchant la compensation du renchérissement permettrait de s'attaquer plus facilement à l'ensemble des salaires en Suisse. Depuis longtemps, certains patrons proposent de remettre en cause l'indexation automatique des salaires et la compensation du renchérissement, même au risque de rompre les relations entre partenaires sociaux. Sur ce point la chimie fait ouvertement route commune avec ces patrons, prenant en compte la possibilité d'un conflit avec le personnel.

* Jusqu'à maintenant, rien n'indique que leur assaut contre la com-

pensation du renchérissement puisse réussir.

— Non, au contraire. La chimie a choisi une ligne dure, parce qu'elle croyait que le syndicat se trouvait le dos au mur, vu la situation sur le marché du travail, et qu'il ne pourrait pas mobiliser les travailleurs. Cette estimation est fautive. Les gens voient bien ce qui est en jeu, comme le prouve la bonne fréquentation de nos assemblées. Même dans les entreprises, le port de notre badge de protestation a déclenché de nombreuses discussions intéressantes et a beaucoup contribué à la mobilisation pour l'assemblée centrale des membres du syndicat.

* Est-ce qu'il y a déjà eu des réactions patronales à cette réunion syndicale monstre de la semaine passée ?

— L'association patronale n'a pas jusqu'à maintenant changé son attitude. Nous ne nous attendions du reste pas à ce qu'elle le fasse aussi vite, c'est pourquoi cette assemblée a aussi décidé d'autres mobilisations : la manifestation du 10 décembre, avec pour but de se donner du champ libre pour de véritables négociations sur notre paquet de revendications. Pour notre part, nous n'avons pas rompu les négociations; mais nous voulons

négocier une amélioration du CCT, pas sa détérioration. C'est pourquoi nous manifesterons sous le mot d'ordre “Défense de la pleine compensation du renchérissement — Pas de contrat sans améliorations !”.

* Il a également été proposé, au cas où il y aurait une période de vide conventionnel, de prévoir une grève d'avertissement d'une heure.

— La période conventionnelle touche à sa fin et un vide conventionnel au 1er janvier 1984 n'est plus à exclure. Il est clair que dans cette situation il faudra, avec détermination, recourir à des mesures de lutte. On a décidé que des mesures de ce type seront discutées et réalisées dans les entreprises. Nous mettons beaucoup de poids pour que dans toutes les régions une démarche identique soit suivie : pour éviter de se trouver dans un endroit avec une prolongation du CCT, dans un autre avec une intervention de l'Office de conciliation et des mesures de luttes dans un troisième.

* Le mot d'ordre que tu as mentionné explique que sans améliorations, il n'y aura pas de CCT. L'une de ces améliorations attendues concernerait certainement, entre autres, le problème de la diminution de l'emploi. Le paquet de revendications syndicales contient des exigences légitimes pour la protection contre les rationalisations et les licenciements et aussi des revendications pour la réduction du temps de travail, comme les 40 heures, davantage de vacances, le congé

parental durant la maternité. Quelle est l'importance des 40 heures dans ce cadre ?

— Nous avons toujours donné beaucoup d'importance à cette revendication, en nous battant au congrès de l'USS pour le lancement d'une initiative et en faisant beaucoup d'efforts aujourd'hui pour la récolte des signatures. Ce que nous ne pouvons pas faire actuellement — et je crois qu'il serait faux de le faire — c'est mettre cette revendication au cœur de la mobilisation.

Malheureusement, l'introduction des 40 heures dans la chimie bâloise ne ferait pas disparaître le chômage sur la place de Bâle. Le chômage est un problème économique global. Pour le résoudre, des propositions de politique économique sont nécessaires. L'une d'entre elles est l'initiative pour les 40 heures, qui toutefois à elle seule ne suffit pas. Il est nécessaire d'avancer et de développer en outre une alternative de politique économique à la politique de démantement.

* Et dans cette optique, le renforcement du mouvement syndical est aussi une nécessité.

— Oui. C'est la raison pour laquelle nous avons appelé les autres fédérations à soutenir la manifestation. Notre objectif est de faire descendre dans la rue le maximum de syndiqués et de montrer que le mouvement syndical se défend. Nous espérons qu'il s'agira de l'une des plus grandes manifestations syndicales de l'histoire de Bâle !

Syndicat du livre et du papier (SLP) :

Oui aux mesures de lutte

Les membres du SLP ont répondu clairement à l'offensive des patrons imprimeurs. Par 72 o/o des votants, ils ont donné au Comité central du SLP la compétence de recourir aux mesures de lutte, démontrant ainsi une fois encore qu'ils n'étaient pas prêts à se plier aux diktats de l'ASAG, l'association patronale de la branche.

Que seront ces mesures de lutte ? C'est aujourd'hui une question débattue par tous les militants syndicaux actifs et sur laquelle nous reviendrons.

Le résultat de la votation à la base montre que les sections tessinoises et romandes, qui ont eu des expériences positives lors de la grève de 1980, ont voté oui aux mesures de lutte avec des majorités supérieures à 80 o/o (Lugano : 97,6 o/o; Riviera vaudoise : 90,6 o/o; Jura : 89,9 o/o; Bellinzona : 89,5 o/o; Genève : 89,1 o/o; etc.).

La Suisse alémanique aussi présente

Mais certains résultats de sections alémaniques sont réjouissants, particulièrement à Berne (70,2 o/o de oui) et Bâle (77,8 o/o), deux bastions des princes de la paix du travail.

Tous ces “oui aux mesures de lutte” n'expriment certes pas partout une détermination à faire grève, mais tous les partisans des mesures de lutte sont conscients que l'affaire peut devenir très sérieuse. Le secrétaire de l'ASAG, Eric Honegger, fils de l'ancien conseiller fédéral, a bien tenté de minimiser la portée du vote, en expli-

quant que seuls 39 o/o des membres du SLP s'étaient exprimés pour des mesures de lutte et en soulignant que les patrons ne se laisseraient pas mettre sous pression. Cette référence à la “faible” participation au vote (qui est tout de même de 54 o/o en moyenne nationale) de la part d'un politicien qui se satisfait fort bien de la participation électorale courante de la vie politique suisse, est comique. D'autant plus que, comme le sait bien Eric Honegger, environ 20 o/o des membres du SLP sont des retraités qui généralement ne prennent pas part à ce genre de votation à la base.

Le boomerang patronal

A la tête de l'ASAG, on trouve deux politiciens bourgeois, à l'avant-garde de la politique de démantement des acquis : le vice-président démocrate-chrétien du Conseil des Etats, Markus Kündig de Zoug, président de l'ASAG ainsi que de l'Union Suisse des Arts et Métiers; et le radical Honegger, déjà évoqué. Ces deux-là sont les inspirateurs d'une

politique qui n'a pas atteint ses principaux objectifs, à savoir : affaiblir le SLP et en isoler l'aile gauche.

Certes, certains militants syndicaux actifs ont pu être licenciés, ce qui est grave, mais à la place d'Aeberli, c'est le dénonciateur Limmacher qui a dû démissionner. Et ceux qui ont joué les briseurs de grève en 1980 sont aujourd'hui, avec les “extrémistes”, favorables aux mesures de lutte. Cette évolution inquiète du reste certains patrons — et non des moindres — qui cherchent à retenir les sabreurs de leur association. Cela montre bien que la résistance syndicale peut payer !

Un objectif central de mobilisation : une grève nationale d'avertissement

Après le succès de cette votation à la base, la direction du SLP a exigé du patronat qu'il reprenne les négociations. Ce n'est là qu'un aspect partiel d'une mobilisation syndicale qui doit déboucher sur une action de lutte nationale. La préparation d'une grève d'avertissement accompagnée d'assemblées de protestation est à l'ordre du jour. Si la direction de la lutte est assurée avec détermination, les faiblesses de la grève de 1980 pourront être surmontées. L'assemblée des délégués du SLP du 17 décembre sera un jalon important dans cette voie.

correspondant



Piquet de grève à Lausanne, devant les IRL, en 1980.

photo Mario del Curto

COMMENT BLOQUER L'AVALANCHE DE BÉTON?

Deux projets d'initiative concernant la construction des routes nationales sont en discussion. Le premier prévoit un moratoire de 10 ans pour la construction des autoroutes. Le second envisage de bloquer aussi, en plus des autoroutes, la construction des routes cantonales à quatre voies, secteur où de nombreux projets risquent encore de se développer dans les années à venir. Les deux textes d'initiative souffrent cependant d'un défaut grave : ils n'avancent pas de solution de rechange. Elle existe pourtant, dans le développement massif des transports publics.

En Suisse une difficulté majeure des luttes dans le domaine des transports réside dans le fait que le "réveil des consciences" s'est fait, sur cette question, avec un retard de plus de 15 ans sur l'évolution de la réalité.

L'euphorie des années soixante

La décision fatidique a en effet été prise dans ce domaine en 1960, lorsque les Chambres fédérales, en quelques mois, adoptèrent non seulement un réseau autoroutier de 1 800 km conçu une fois pour toutes, mais également un système de financement très généreux et pratiquement sans limites, la fameuse taxe sur l'essence.

A l'époque ces décisions étaient quasi unanimement approuvées. La votation populaire qui les avait précédées fut un plébiscite. La haute conjoncture se développait à grands pas et une amélioration qualitative du réseau routier suisse semblait à tout un chacun le moyen idéal pour profiter de cet essor économique.

Les premières réactions importantes contre cette toile d'araignée en béton n'ont eu lieu que depuis les années soixante-dix et il s'agissait souvent de problèmes locaux. Lorsque Franz Weber lança son initiative "Démocratie dans la construction des routes nationales", le Parlement le contra habilement en mandatant la fameuse Commission

Biel (du nom de son président, W. Biel, de l'Alliance des indépendants) avec le réexamen de cinq tronçons contestés, travaux qui, après des années d'"études", aboutissaient comme par miracle à la conclusion que l'essentiel de ces tronçons devrait être réalisé.

Les autoroutes et leurs suites

Or, en attendant, les autoroutes se sont construites et ont produit leur effet en profondeur. Le taux de motorisation de la population suisse a passé entre 1960 et 1980 de 100 à 330 véhicules pour mille habitants, et l'évolution s'est poursuivie quasiment sans interruption, y compris pendant les années de récession. Vivre et se déplacer vite, individuellement et dans un espace de plus en plus grand, est devenu normal. Les lieux d'habitat, de travail, de consommation et de loisir sont de plus en plus dispersés et éloignés et les entreprises se sont équipées pour le transport des marchandises par route. Le mouvement touche indifféremment tous les secteurs économiques, tous les âges ou presque et toutes les classes sociales. La dépendance à l'égard de la voiture est la même pour les salariés, les couches moyennes et supérieures.

C'est à l'échelle sociale une démonstration éclatante de l'effet stimulant exercé par les investissements routiers sur l'essor tout à fait

inconsidéré du trafic automobile.

Mais c'est en même temps un obstacle énorme si l'on veut développer une politique des transports moins dangereuse et plus écologique. Car tous ceux qui ont investi parfois une part importante de leur budget personnel dans l'automobile veulent utiliser leur engin. Ils aspirent à rouler aisément et avec un minimum de danger. Ce sont précisément les deux atouts des autoroutes par rapport aux autres types de routes. Ces gens sont peut-être opposés à l'autoroute qui passe sous leur propre fenêtre, mais le reste du réseau leur plaît bien.

Comment contrer le règne sans partage de la bagnole ?

L'actualité de la question ne fait pas de doute. Au printemps passé le "peuple" suisse a voté le maintien de la taxe sur l'essence et son affectation exclusive aux investissements routiers nationaux et cantonaux.

Ainsi des milliards continueront d'être mis à disposition de la promotion des transports privés. Parallèlement la Confédération prend, dans le cadre de sa politique d'austérité, des mesures draconiennes pour combattre le déficit des CFF, ce qui se traduit par la suppression de prestations et d'emplois et une augmentation de plus en plus dissuasive des prix. Cet automne, on a appris à quelques jours d'intervalle, que les CFF abandonneront pratiquement le trafic de détail aux camions et que la Confédération avait réouvert "provisoirement" les cols suisses au trafic des camions pendant les week-ends. Peu de temps après l'émission de la Télévision allemande *Kassensturz* révélait un projet interne aux CFF prévoyant une diminution massive du trafic régional. L'enchaînement de ces mesures est révélateur d'un

choix politique : ce qui nous guette, c'est "l'automobilisation totale" du peuple suisse à l'image des Etats-Unis où les voyages en train sont devenus l'apanage de quelques privilégiés.

Deux initiatives en discussion

Pour contrer ce processus les POCH proposent le lancement d'une initiative exigeant l'arrêt du programme de construction des routes nationales et l'interdiction de réaliser des routes cantonales à quatre voies. L'intention est, manifestement, de rassembler derrière un même texte l'ensemble des gens qui, à de nombreux endroits de la Suisse, s'opposent à un aménagement routier d'envergure.

Les organisations de protection de l'environnement opposent à ce projet un texte alternatif, limité aux seules routes nationales, comprenant un moratoire de 10 ans pour les tronçons d'autoroutes qui restent à construire et l'obligation de revoir l'ensemble des projets subsistants selon des critères de protection du milieu humain et naturel qui se veulent rigoureux.

Le choix entre ces deux solutions fait l'objet de débats au sein des POCH, dont l'enjeu, au-delà des autoroutes, est de savoir jusqu'où cette organisation veut se fonder dans le courant "vert".

Le débat est malheureusement mal posé, dans la mesure où les deux textes en discussion s'adressent quasi exclusivement à un public "vert". Certes, la différence entre les deux textes est de prime abord assez nette :

Le projet des milieux écologistes élude tout simplement la question de la politique suisse des transports. Après 10 ans de moratoire, la gangrène routière pourra continuer à se répandre à travers le pays. De plus, en se limitant aux routes

nationales, il se trompe en partie de cible. Avec les milliards disponibles grâce à la taxe sur l'essence, on connaîtra en effet dans les années à venir un nouvel essor dans la construction des routes cantonales. Toutefois, son caractère très modéré peut assurer à ce texte d'initiative une audience dans un milieu "vert" très large.

Le projet des POCH s'oppose frontalement à la politique suisse de promotion des transports privés. Si le peuple suisse décidait d'arrêter une fois pour toutes la construction de routes nationales ou cantonales de grande capacité, la politique fédérale des transports aurait du plomb dans l'aile. Le problème est que cette initiative aura très probablement une audience restreinte. Elle s'adresse essentiellement à ceux qui à l'heure actuelle sont profondément irrités par un projet routier concret et à ceux parmi les verts qui préfèrent d'emblée l'effondrement du trafic privé à son développement sans limites. Tous ceux, et parmi eux notamment les salariés, qui bon gré mal gré sont obligés de perdre des heures sur la route ne seront très probablement pas prêts d'approuver une telle "stratégie du bouchon" à l'échelle du pays.

Un développement massif des transports publics est nécessaire

Si le projet des milieux écologistes esquivait la politique des transports, le projet des POCH a le défaut de s'y opposer sans proposer une alternative réelle.

Pour être crédible dans les circonstances actuelles, une proposition de réduction draconienne des transports privés exige parallèlement des propositions de développement massif des transports publics. Pour ce faire, il faut s'attaquer au problème du financement des transports. Seul un transfert massif et permanent des ressources de la route vers le rail permettra de redresser à terme la situation dans ce domaine.

Si le débat dans les POCH portait sur le choix entre une telle initiative et un projet antiroutier écologiste, sa portée politique serait plus claire.

En effet, chez les "verts" la question d'une alternative n'a pas une grande importance, car dans ces milieux on est prêt à envisager tout simplement que demain les gens se déplacent en vélo ou à pied. La question de l'alternative est par contre essentielle pour l'écho qu'une initiative sur les transports peut avoir dans le mouvement ouvrier et chez les salariés.

Au PSO en tout cas nous aurions donné très nettement la préférence à une initiative qui s'attaque au financement et englobe une alternative crédible au rush sur la voiture.

Dans la mesure où l'initiative qui sera lancée permettra de relancer la discussion sur la politique suisse des transports nous serons prêts à la soutenir.

Urs Faucher

*** CAPITALISME ET CRISE ***

Faim, gouvernements occidentaux et multinationales

Une nouvelle fois, la faim dans le monde va s'accroître brutalement, à la suite de la sécheresse qui touche la totalité de l'Afrique. Cela en pleine crise économique mondiale — avec sa baisse du cours des matières premières comme le cuivre, le café ou le cacao — et en toile de fond le développement d'épizooties comme la peste bovine.

L'on sait que les effets, voire même les causes de ce genre de phénomène sont fortement stimulés par l'exploitation éhontée à laquelle se livrent, dans la totalité des pays du Tiers Monde, les firmes multinationales de l'agro-business, que ce soit directement ou avec la complicité des gouvernements des pays concernés.

Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture) a livré une description saisissante de la situation actuelle (*Le Monde*, 26 novembre 1983).

Sur l'aide alimentaire, bonne conscience à bon marché des gouvernements occidentaux : "Mais l'aide alimentaire pose un vrai problème. Elle est organisée pour se débarrasser des excédents de blé et de lait. Elle ne se fait pas avec les produits qui constituent la nourriture habituelle des Africains, le manioc, l'igname, le maïs blanc ou le riz (...). Une tonne de blé qui vaut 150 dollars reviendra, avec le transport, à 300 dollars dans le Sahel. Dans un pays, la CEE envoie du lait en poudre en grands conteneurs. Les boîtes nécessaires à la distribution coûtent plus cher que le produit".

Sur le pillage des ressources : "Les puissances coloniales ont fait un excellent travail pour les cultures d'exportation. Elles sont organisées depuis trente ans au moins et cela continue avec des sociétés mixtes.

Les cultures vivrières, elles, sont dans la nature. Problèmes de distance, de route et de stockage.

"Partout dans le monde occidental, l'agriculture est subventionnée; dans les pays en voie de développement, faute d'argent, ce n'est pas possible."

Sur la conservation des ressources végétales, ces semences, ces hybrides à haut rendement, qui constituent le trésor de l'alimentation mondiale de demain : "Le système actuel est dominé par les pays donateurs, qui y font la pluie et le beau temps. Ils se sont adjoint deux ou trois pays en développement pour faire bien."

La Suisse humanitaire

Le même journal montre comment les plus riches pays capitalistes s'y sont pris pour conserver ce pactole. Lors de la 22e session de la FAO, les 156 pays représentés ont reconnu que "les ressources végétales

font partie du patrimoine commun de l'humanité et devraient donc être accessibles sans restriction". Belle déclaration de principe, aussitôt réduite à néant par l'explication du délégué US : "De nombreuses compagnies privées ont mis au point des secrets génétiques qu'elles ne peuvent divulguer. Ces secrets sont leur propriété et notre devoir est de les protéger". Puis huit pays industrialisés (les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, le Japon et la Suisse, c'est-à-dire tous ceux qui comptent dans la création des différentes variétés de semence) ont émis des réserves sur la résolution de la FAO, qui restera donc lettre morte.

Qu'est-ce que la Suisse a à voir dans cette affaire ? La Suisse pas grand-chose, mais Sandoz et Ciba-Geigy sont parmi les entreprises de pointe de la génétique végétale. L'un explique l'autre...

Burke

Les événements internes ne justifiaient pourtant, en aucun cas, l'intervention yankee. Depuis quand le gouvernement des Etats-Unis a-t-il été érigé en juge des conflits entre révolutionnaires dans un pays donné ? Quel droit avait Reagan de lacérer ses vêtements devant la mort de Bishop, qu'il avait tant haï et combattu ? Quelles raisons peuvent justifier sa violation brutale de la souveraineté de la Grenade, un petit pays indépendant, membre respecté et reconnu de la communauté internationale ? C'est exactement comme si un autre pays s'était estimé en droit d'intervenir aux Etats-Unis pour le répugnant assassinat de Martin Luther King et pour tant d'autres terribles abus qu'on a commis contre les minorités noires et latines aux Etats-Unis, ou pour l'assassinat de John Kennedy.

On peut en dire autant de l'argument selon lequel mille Nord-Américains étaient en danger. Il y a parfois bien plus de Nord-Américains dans des dizaines de pays du monde. Cela signifie-t-il par hasard qu'on ait le droit d'intervenir quand des conflits internes surgissent dans ces pays-là ? Il y a aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et à la Trinité des dizaines de milliers de Grenadins. La petite Grenade pourrait-elle intervenir dans chacun de ces pays-là si des problèmes de politique intérieure y surgissaient qui impliqueraient quelque risque pour ses ressortissants ? Mises à part la fausseté et la mauvaise foi des prétextes de ce genre utilisés pour envahir la Grenade, est-ce donc là une norme internationale qui serait soutenable ?

Mille leçons de marxisme ne pourraient mieux nous révéler la nature répugnante, perfide et agressive de l'impérialisme que l'agression qu'il a lancée contre la Grenade à l'aube du 25 octobre et sa conduite ultérieure.

Pour justifier l'invasion de la Grenade et les actions postérieures, l'administration nord-américaine et ses porte-parole ont proféré dix-neuf mensonges, dont les treize premiers l'ont été par Reagan en personne.

- 1) Cuba a eu sa part de responsabilité dans le coup d'Etat et dans la mort de Bishop.
- 2) Les étudiants nord-américains couraient le danger d'être transformés en otages.
- 3) L'objectif principal de l'invasion a été de protéger la vie des ressortissants nord-américains.
- 4) L'invasion a été une opération multinationale à la demande de M. Scoon et des pays de la Caraïbe orientale.
- 5) Cuba pensait envahir et occuper la Grenade.
- 6) La Grenade était en train de se convertir en une importante base militaire soviéto-cubaine.
- 7) L'aéroport en construction n'était pas civil, mais militaire.
- 8) Les armes de la Grenade serviraient à exporter la subversion et le terrorisme.
- 9) Les Cubains ont tiré les premiers.
- 10) Il y avait plus de mille Cubains à la Grenade.
- 11) La majorité des Cubains n'étaient pas des ouvriers du bâtiment, mais des soldats de métier.
- 12) Les forces d'invasion se sont bien gardées de détruire des objectifs civils ou de tuer des civils.
- 13) Les troupes nord-américaines ne resteraient qu'une semaine à la Grenade.
- 14) Des silos pour fusées étaient en construction à la Grenade.
- 15) Le cargo *Vietnam-Héroïque* transportait des armes spéciales.
- 16) Cuba a été averti de l'invasion.
- 17) Cinq cents Cubains se battent dans les montagnes de la Grenade.
- 18) Cuba a donné des instructions pour exercer des représailles contre des ressortissants nord-américains.
- 19) La presse a été tenue à l'écart pour protéger la sécurité des journalistes.

Aucune de ces affirmations n'a été prouvée, aucune n'est exacte et absolument toutes ont été démenties par les faits. Une manière aussi cynique de recourir au mensonge pour justifier l'invasion d'un petit pays rappelle les méthodes d'Adolf Hitler dans les années où la Deuxième Guerre mondiale couvait puis a éclaté. (...)

Aucun ressortissant nord-américain n'a souffert du moindre ennui avant l'invasion, et, si quelque chose a mis des vies en danger, c'est bien la propre guerre déclenchée par les Etats-Unis. Les instructions données par Cuba à son personnel, à savoir de n'empêcher aucune action qui aurait eu pour but d'évacuer des ressortissants nord-américains dans le secteur de la piste en construction proche de l'université, ont contribué en revanche à éviter que les civils nord-américains résidant dans le pays ne courent de risques. La référence de Reagan au danger de voir se reproduire à la Grenade ce qui s'était passé en Iran, pour jouer sur la sensibilité des Nord-Américains traumatisés par cet épisode, est un argument de politicien, démagogique et malhonnête.

L'affirmation selon laquelle le nouvel aéroport était de type militaire, un mensonge éculé sur lequel l'administration Reagan n'avait cessé de revenir, a été catégoriquement démentie par la firme capitaliste anglaise qui fournissait et installait les équipements électriques et techniques de cette installation aérienne. Les techniciens anglais de la firme Plessey, connue dans le monde comme spécialiste en la matière, ont travaillé aux côtés des bâtisseurs cubains et témoignent qu'il s'agissait de civils. Plusieurs pays de la Communauté économique européenne, membres de l'alliance atlantique, coopéraient aux travaux de l'aéroport d'une façon ou d'une autre. Est-il concevable qu'ils allaient collaborer avec Cuba à la construction d'un aéroport militaire à la Grenade ? (...)

L'affirmation selon laquelle Cuba se préparait à envahir et à occuper la Grenade est si irréaliste, si absurde, si insensée et si éloignée de nos principes et de notre politique internationale qu'elle ne mérite pas qu'on s'y arrête sérieusement. L'atteste la façon absolument scrupuleuse dont nous nous sommes abstenus de nous immiscer dans les affaires intérieures du pays, malgré notre profonde sympathie pour Bishop et notre refus total de la conspiration et du coup de main de Coard et de son groupe, qui ne pouvaient que favoriser les visées de l'impérialisme et ses projets de détruire la révolution grenadine. (...)

La machine à décevoir du gouvernement Reagan a déversé des tonnes de propagande mensongère lors de l'invasion de Grenade. Dans la mesure de ses moyens, La Brèche a systématiquement dénoncé ces contre-vérités flagrantes (cf. nos trois derniers numéros). En publiant ci-dessous de larges extraits du discours de Fidel Castro prononcé, le 14 novembre, lors de la cérémonie funèbre à la mémoire des Cubains tombés à Grenade, nous ne faisons que poursuivre notre tâche de militants anti-impérialistes. Les critiques que nous pouvons émettre à l'égard de la politique de la direction cubaine ne nous ferons jamais oublier la nécessité de frapper ensemble, à chaque fois que c'est possible, notre ennemi commun, l'impérialisme US.

Nous le faisons ici d'autant plus volontiers que le discours de Castro est de qualité, que son argumentation touche juste et que la démonstration est claire. Aussi claire que sa condamnation — dans une partie que nous ne pouvons publier, par manque de place — de l'action du groupe Coard, cette prétendue aile pro-castriste ou pro-soviétique du gouvernement de Grenade : "De notre point de vue, le groupe Coard a torpillé la révolution et a ouvert les portes à l'agression impérialiste" explique Castro, qui juste auparavant parle de "hyènes" ayant "fait leur apparition dans les rangs mêmes des révolutionnaires". Puis il en vient aux justifications de Reagan :

CUBA ET L'INVASION DE GRENADÉ



"Yankees, souvenez-vous de Giron" (le débarquement contre-révolutionnaire manqué de la Baie des Cochons en 1961) proclame cette bande-rolle cubaine durant la "Marche du peuple combattant" en avril 1980 à La Havane.

Le fait que la quasi-totalité des coopérateurs cubains à la Grenade étaient des civils a été prouvé aux yeux du monde par les centaines de journalistes étrangers qui les ont vus arriver dans notre pays et qui ont pu à loisir les interviewer un par un. Presque la moitié de ces coopérateurs avaient plus de quarante ans. Qui oserait douter que ce personnel, avalisé par de nombreuses années d'expérience, était formé de civils et d'ouvriers ?

Quand les porte-parole de l'administration nord-américaine ont affirmé qu'il y avait à la Grenade, au moment de l'invasion, entre mille et mille cinq cents Cubains et que des centaines d'entre eux continuaient de lutter dans les montagnes, Cuba a publié le chiffre exact de ses ressortissants à la Grenade, au jour de l'invasion, à savoir 784, dont le personnel diplomatique avec famille et enfants. Elle a également indiqué les organismes d'où ils provenaient et les activités auxquelles ils se consacraient, les instructions qu'ils avaient reçues de combattre sur les lieux de travail et autour des baraquements s'ils étaient attaqués, et l'impossibilité, d'après les informations que nous possédions, que des centaines puissent se trouver dans les montagnes. Plus tard, nous avons publié les noms et le métier de chacun des coopérateurs et sa situation connue ou probable. Les faits ont prouvé que les informations de Cuba s'ajustaient strictement à la vérité. Pas une seule donnée de cette volumineuse information n'a pu être démentie. (...)

L'invasion de la Grenade s'est produite par surprise, traîtreusement, sans aucun préavis, à la Pearl Harbour, à la nazi. La note du gouvernement des Etats-Unis au gouvernement cubain, datée du mardi 25 octobre, qui se prétendait une réponse à notre note du samedi 22, n'a été remise qu'à 8h.30 du matin, trois heures après le débarquement et quand ses troupes attaquaient nos compatriotes depuis une heure et demie déjà. Dans l'après-midi du 25, le gouvernement des Etats-Unis a même adressé au gouvernement cubain une note trompeuse qui laissait entrevoir la possibilité de mettre fin aux combats d'une façon raisonnable et honorable, évitant ainsi une plus grande effusion de sang. Bien que nous ayons immédiatement répondu à cette note en acceptant cette possibilité, le gouvernement des Etats-Unis a pourtant fait débarquer, à l'aube du 26, la 82e division aéroportée et attaquer avec tous les moyens dont celle-ci disposait la position cubaine qui résistait encore. Est-ce la conduite d'un gouvernement sérieux ? Est-ce là la manière d'avertir d'une attaque ? Etait-ce la façon d'éviter une plus grande effusion de sang ?

M. Scoon a déclaré sans ambages qu'il était d'accord avec l'invasion, mais qu'il n'avait demandé au préalable à personne d'envahir la Grenade. C'est plusieurs jours après le débarquement que M. Scoon, qui était hébergé à bord du porte-hélicoptères *Guam*, a signé une lettre dans laquelle il réclamait officiellement l'intervention. Reagan ne parve-

nait pas à démontrer une seule de ses affirmations fallacieuses.

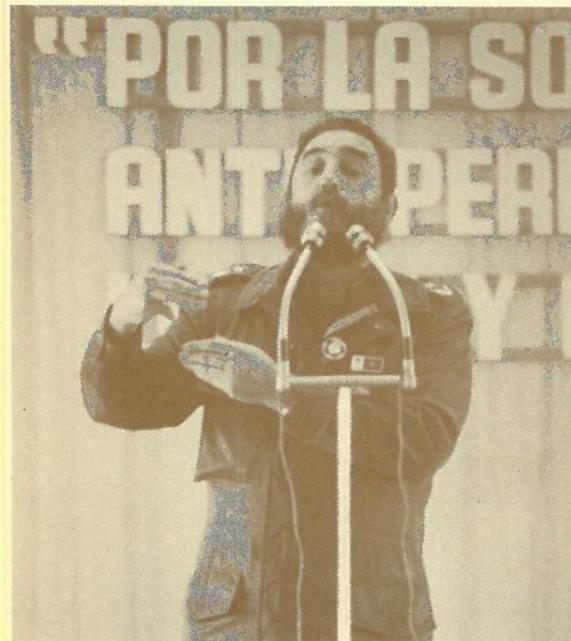
Quand il a été dit que le cargo *Vietnam-Héroïque*, qui se trouvait dans le port de Saint-George le jour de l'invasion, transportait des armes spéciales, simple prétexte pour empêcher qu'il ne serve à évacuer les otages cubains de la Grenade, on a aussitôt demandé à son capitaine s'il avait par hasard des armements à bord, et la seule arme redoutable qu'on ait pu découvrir était précisément ce nom de *Vietnam*.

L'imputation calomnieuse selon laquelle Cuba aurait donné des instructions de réaliser des actions contre des ressortissants nord-américains dans d'autres pays a été dûment et dignement réfutée par notre gouvernement par voie officielle et publique, à partir du fait réel et prouvé par l'histoire de la révolution que Cuba s'est toujours opposé à toute représaille contre des innocents.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a même pas daigné faire savoir le nombre de détenus ni le total de Grenadins morts au combat, y compris le nombre de morts parmi la population civile. Le bombardement d'un hôpital d'aliénés a causé la mort de dizaines de malades.

Et qu'est-il advenu de la promesse de M. Reagan de retirer les troupes nord-américaines au bout d'une semaine ? Le président Reagan en personne, dans sa première allocution au peuple nord-américain le jour même de l'invasion, à 8h.30, allocution préparée avant le débarquement, affirmait que la situation était contrôlée. Ce même jour, ses porte-parole décrivaient la résistance à laquelle se heurtaient les troupes d'invasion. Le Pentagone, qui avait prévu une parade militaire de quatre heures au plus, n'avait pas compté sur la résistance tenace et héroïque des coopérants cubains et des soldats grenadins.

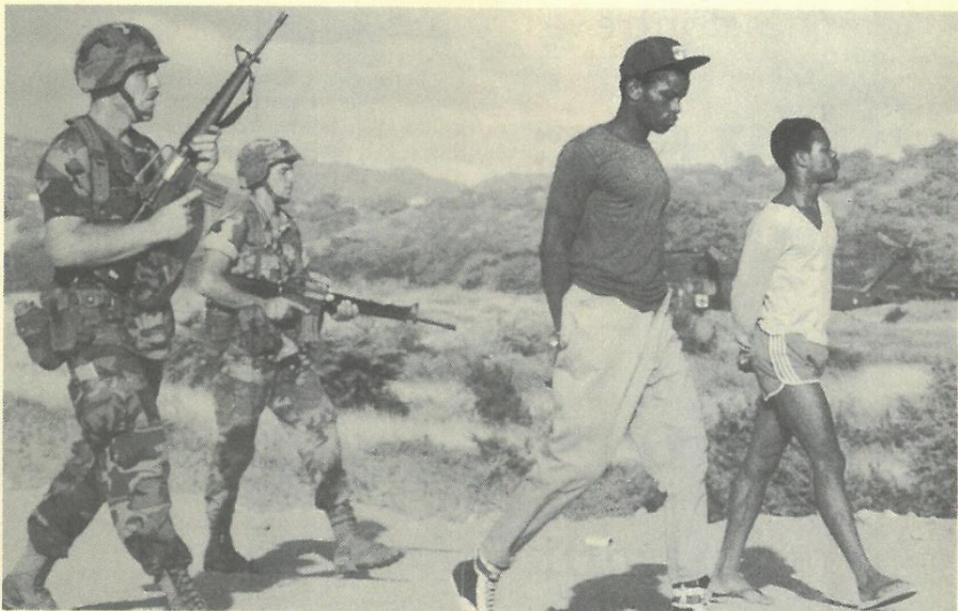
Qui a dit la vérité et qui a menti cyniquement dans cette affaire de la Grenade ? Ni les journalistes étrangers ni même ceux de la presse nord-américaine n'ont reçu l'autorisation de se rendre sur place et d'informer des événements. L'argutie selon laquelle il s'agissait de simples mesures de sécurité à l'intention des journalistes est superficielle et grotesque. On prétendait à l'évidence monopoliser et manipuler l'information, mentir sans contrainte à l'opinion publique mondiale et au peuple nord-américain lui-même. C'était là la seule manière de divulguer des mensonges délibérés et des inventions de toutes sortes qu'il ne serait pas facile, après leur premier impact sur le peuple nord-américain, d'éclaircir et de démentir. Même sur ce plan, la méthode utilisée par l'administration nord-américaine a été fasciste.



Interfoto

Que reste-t-il donc aujourd'hui, objectivement, de ces dix-neuf affirmations ? Où sont les silos pour projectiles stratégiques qui étaient en construction à la Grenade ? Néanmoins, tous ces mensonges proférés par le président nord-américain et ses porte-parole, et auxquels le monde n'a pas cru, ont eu à l'évidence un impact dans l'opinion publique des Etats-Unis.

On a présenté de plus l'invasion de la Grenade au peuple nord-américain comme une grande victoire de la politique extérieure de Reagan contre le camp socialiste et le mouvement révolutionnaire. On a associé ce fait à la mort tragique de deux cent quarante soldats nord-américains à Beyrouth, au souvenir des otages en Iran, à la défaite humiliante du Vietnam et à la renaissance de la puissance et de l'influence des Etats-Unis dans le monde. On a joué, d'une façon sordide et malhonnête, sur le patriotisme nord-américain, sur la fierté du pays, sur la grandeur et la gloire de la nation. On est ainsi arrivé à obtenir que la majorité de l'opinion publique nord-américaine — 65 o/o d'abord, 71 o/o ensuite — appuie le crime monstrueux d'envahir sans aucune justification un pays souverain, la méthode répugnante d'attaquer par surprise, la censure de la presse et les autres procédés analogues utilisés par le gouvernement des Etats-Unis pour justifier l'invasion de la Grenade. Hitler n'a pas agi différemment lorsqu'il a occupé l'Autriche et annexé le territoire des Sudètes en Tchécoslovaquie, en 1938. Là aussi, au nom de la fierté allemande, de la grandeur et de la



Grenade, la "démocratie en marche" : des soldats américains emmènent, pour interrogatoire, deux Grenadins, soupçonnés d'appartenir aux forces révolutionnaires.

gloire allemandes, du bonheur et de la sécurité des citoyens allemands. Si l'on avait fait alors un sondage dans l'Allemagne hitlérienne, au beau milieu de la campagne de chauvinisme orchestrée par les nazis, 80 ou 90 o/o de la population auraient approuvé ces agressions.

S'il est une réalité lamentable et véritablement dangereuse, non seulement pour les peuples de la Caraïbe, d'Amérique centrale et d'Amérique latine, mais encore pour tous les peuples de la terre, c'est bien que, alors que l'opinion publique internationale condamnait unanimement cette action belliciste, agressive, injustifiable, déclenchée au mépris de la souveraineté des peuples et de toutes les normes et de tous les principes internationaux, la majorité de l'opinion publique nord-américaine, manipulée, désinformée et intoxiquée, ait soutenu le crime monstrueux commis par son gouvernement. (...)

Le gouvernement impérialiste des Etats-Unis a voulu tuer le symbole que représentait la révolution grenadine, mais le symbole était déjà mort. Les révolutionnaires grenadins eux-mêmes l'avaient détruit par leur division et leurs erreurs colossales. A notre avis, après la mort de Bishop et de ses plus proches compagnons, après que l'armée a tiré sur le peuple, et après que le parti et le gouvernement se sont coupés des masses et isolés du monde, la révolution grenadine ne pouvait survivre.

En voulant détruire un symbole, les Etats-Unis ont à la fois tué un cadavre et ressuscité le symbole. Fallait-il défier pour cela toutes les lois internationales et s'attirer la haine et la condamnation du monde ?

Comment peut-on afficher un tel mépris du reste de l'humanité ? Et comment ce mépris peut-il être si viscéral qu'il n'ait pas empêché M. Reagan de prendre tout tranquillement son petit déjeuner le 3 novembre, comme il l'a lui-même déclaré à la presse ?

Si tout cela était vrai, et malheureusement cela semble l'être, l'invasion de la Grenade doit nous inciter à prendre conscience des réalités et des dangers qui menacent le monde.

M. O'Neill, président de la Chambre des représentants, a dit que c'était une calamité qu'un homme si totalement désinformé, si ignorant des problèmes internationaux, qui ne lit même pas les rapports, soit président des Etats-Unis. Quand on sait que les Etats-Unis possèdent des moyens de guerre classique et nucléaire puissants et sophistiqués, et que leur président peut déclencher une guerre sans consulter personne, ce n'est plus seulement une calamité, cela peut devenir un véritable drame, une tragédie pour toute l'humanité.

Un vent de triomphalisme souffle au sein de l'administration Reagan. A peine l'écho des derniers coups de feu s'est-il éteint à la Grenade que l'on parle déjà d'interventions au Salvador, au Nicaragua et même à Cuba.

Au Moyen-Orient et en Afrique australe, l'impérialisme ne cesse pas ses ingérences et ses agressions militaires contre les pays progressistes et le mouvement de libération nationale.

En Europe, on commence déjà à installer les premiers des 572 missiles Pershing et de croisière qu'on se propose d'y déployer pour encercler l'URSS et les autres pays socialistes d'un anneau meurtrier d'armes nucléaires qui peuvent atteindre leur territoire en quelques minutes.

Ce ne sont pas uniquement les petits pays qui sont menacés, c'est l'humanité tout entière. Le glas qui sonne aujourd'hui pour la Grenade pourrait sonner demain pour le monde entier.

Les scientifiques et les médecins les plus prestigieux et les plus qualifiés assurent que l'homme ne pourrait survivre à un conflit nucléaire global. Le pouvoir de destruction accumulé des armées de ce type est un million de fois supérieur à celui des bombes artisanales qui ont anéanti en quelques secondes les villes d'Hiroshima et de Nagasaki. Voilà où peut nous conduire la politique agressive et belliste de l'administration Reagan.

Dans l'immédiat, la course aux armements est devenue une réalité au milieu de la plus grave crise économique que le monde ait connue depuis les années trente, et alors qu'il faut résoudre les problèmes de développement de l'immense

majorité des peuples de la terre. A qui un gouvernement qui agit avec autant de précipitation, d'irréflexion et de cynisme que le gouvernement des Etats-Unis à la Grenade peut-il inspirer confiance ? (...)

L'impérialisme s'acharne à détruire des symboles, car il connaît la valeur des symboles, de l'exemple, des idées. Il a voulu les détruire à la Grenade, il veut les détruire au Salvador, au Nicaragua et à Cuba. Or les symboles, les exemples, les idées, ne peuvent être détruits. Et lorsque leurs ennemis pensent les avoir détruits, ils n'ont fait en réalité que les multiplier. En essayant d'exterminer les premiers chrétiens, les empereurs romains ont assuré la diffusion du christianisme dans le monde. Ainsi, toute tentative de détruire nos idées ne fera que les multiplier.

La Grenade a d'ores et déjà décuplé la conviction patriotique et l'esprit combatif des révolutionnaires salvadoriens, nicaraguayens et cubains. La preuve est faite que l'on peut combattre contre les meilleures troupes des Etats-Unis et que personne n'en a peur. Les impérialistes ne doivent pas ignorer qu'ils se heurteront à une résistance féroce partout où ils attaqueront un peuple révolutionnaire. Souhaitons que la victoire à la Pyrrhus qu'ils ont remportée à la Grenade et les vents de triomphalisme qui les envient ne les conduisent pas à commettre des erreurs graves et irréversibles.

Les divisions entre révolutionnaires et la coupure d'avec le peuple qu'ils ont trouvées dans la petite île de la Grenade, ils ne les trouveront ni au Salvador, ni au Nicaragua, ni à Cuba.

Après plus de trois ans de lutte héroïque, les révolutionnaires salvadoriens sont devenus des combattants chevronnés, redoutables et invincibles. Ils sont des milliers, qui connaissent le terrain comme leur poche, qui ont livré des dizaines de combats victorieux, qui sont habitués à lutter à un contre dix et à vaincre des troupes d'élite entraînées, armées et conseillées par les Etats-Unis. Leur unité est plus solide et plus indestructible que jamais.

Au Nicaragua, les Etats-Unis devront faire face à un peuple profondément patriotique et révolutionnaire, uni, organisé, combatif et armé, qui ne pourra jamais être soumis.

Quant à Cuba, s'ils ont dû recourir à une division d'élite pour combattre à la Grenade une poignée d'hommes qui luttèrent seuls sur un espace restreint, sans fortification, à plus d'un millier de kilomètres de leur patrie, de combien de divisions auraient-ils besoin contre des millions de combattants qui lutteraient sur leur propre sol, aux côtés de leur propre peuple ?

Nous l'avons dit à maintes reprises : notre pays pourra être balayé de la surface de la Terre, mais il ne pourra jamais être conquis ni soumis. (...)

Ces hommes que nous inhumons cet après-midi ont lutté pour nous et pour le monde. On pourrait croire à des cadavres. C'est en cadavres que Reagan veut convertir notre peuple, hommes, femmes, vieillards et enfants. C'est en cadavres qu'il veut convertir l'humanité tout entière. Mais les peuples lutteront pour préserver leur indépendance et leur vie. Ils lutteront pour éviter que le monde ne soit converti en un immense cimetière, ils lutteront et paieront le prix qu'il faudra pour que l'humanité survive.

Or ce ne sont nullement des cadavres, ce sont des symboles. Ils ne sont même pas morts sur la terre qui les a vu naître. Là-bas, loin de Cuba, dans un pays plus pauvre et plus petit que le nôtre, qu'ils arrosaient de leur noble sueur de travailleurs internationalistes, ils ont été capables de verser aussi leur sang et d'offrir aussi leur vie. Parce que, dans cette tranchée, ils savaient qu'ils défendaient aussi leur peuple et leur patrie. La générosité et la capacité de sacrifice de l'être humain ne sauraient s'exprimer d'une façon plus pure. Leur exemple se multipliera. Leurs idées se multiplieront, et eux-mêmes se multiplieront en nous. Aucun pouvoir, ni aucune arme, ni aucune forme ne pourra jamais l'emporter sur le patriotisme, sur l'internationalisme, sur les sentiments de fraternité humaine et sur la conscience communiste qu'ils ont incarnés.

Nous serons comme eux au travail et au combat. La patrie ou la mort. Nous vaincrons.

Violences contre les femmes :

“Si tu sors dehors, tout peut t'arriver...”

(Pauline Julien)

“Il faut prévenir les violences que subissent les femmes et permettre à celles qui en sont victimes de le dénoncer publiquement.” Tel est le contenu de la motion que le PSO biennois, par l'intermédiaire de sa conseillère de ville Sylviane Zulauf, a déposée au législatif.

Parmi les mesures proposées, seuls le financement de cours d'auto-défense pour femmes et la parution d'informations dans la Feuille officielle de Bienne ont été acceptés. Le Conseil de ville a rejeté la conception et la distribution d'une brochure tout-ménage destinée à sensibiliser la population. Le financement de thérapies pour les victimes de violences, ainsi que la création d'un fonds permettant de recourir aux services d'un avocat ont été balayés à une large majorité. Le subventionnement d'un service de taxi pour les femmes rentrant tard le soir a été refusé parce que “le danger qu'il y ait des abus serait très grand”, selon la réponse de la Municipalité. Les élu(e)s du PS n'ont pas cru bon d'intervenir dans ce débat et ont approuvé sans réserve les décisions ci-dessus. Précisons que c'est le directeur socialiste des Oeuvres sociales qui a élaboré et défendu la réponse à la motion. Détail piquant : les deux seules intervenantes, radicales, ont mis rageusement l'accent sur la nécessité, pour les femmes, de participer à l'armée afin d'apprendre à se défendre. Que ce haut lieu du sexisme devienne l'instrument de l'abolition des violences, voilà du jamais vu... !

Le baromètre du sexisme

Si les cours d'auto-défense permettent aux femmes de réaliser leur capacité de se défendre et de frapper un adversaire, ils ne résolvent pas pour autant le problème.

Les violences commises par des inconnus ne constituent qu'une infime partie de celles-ci. La plupart des femmes violées ou maltraitées sont les victimes d'hommes qu'elles connaissent. A cela s'ajoute le fait que beaucoup de violences sont niées, ou que la victime est considérée comme responsable de ce qui lui arrive. Combien d'hommes ne considèrent-ils pas qu'ils ont “des droits” sur leur compagne, confortés en cela par un code pénal qui ne reconnaît pas le viol conjugal ?

L'image sociale des femmes, variable et liée aux conditions économiques, influence le sexisme et, de ce fait, la fréquence des violences. Actuellement, les femmes sont les principales victimes de la crise : elles ont une position faible vis-à-vis de leurs collègues masculins, parce qu'elles sont peu organisées. Les syndicats n'ont jamais totalement pris en compte cette couche de travailleurs et, parfois, récriminent encore contre les fem-

mes qui ne se contentent pas de leur foyer. Dans ces conditions, le sexisme peut reprendre de la vigueur : rien ni personne ne s'y oppose ! Il n'est donc pas étonnant de voir augmenter ces manifestations extrêmes de haine sexiste que sont les viols et les mauvais traitements.



Interfoto

Sensibiliser et dénoncer

C'est pour contribuer à endiguer ces actes violents que la motion du PSO biennois proposait une brochure tout-ménage et le paiement des frais d'avocat pour les victimes. Ce sont là deux mesures qui favorisent le débat sur la place publique. Même si la Municipalité biennoise estime que c'est un thème qui ne se

prête pas à “la conversation à la table familiale”, l'information reste pourtant le meilleur moyen de sensibiliser les femmes, de les informer de leurs possibilités, de les encourager à rompre leur silence et à déposer plainte.

L'utilisation de la justice peut être contestée : nous ne pensons pas non plus que les peines privatives de liberté, à elles seules, puissent dissuader d'éventuels auteurs de violences. Cependant, le procès constitue un moyen de dénonciation publique, une possibilité de faire apparaître et discuter les causes de ces actes d'humiliation envers les femmes. Il suffit de se rappeler le procès des violeurs genevois de Pré-Naville, l'an passé, pour être convaincu que la reconnais-

sance sociale des violences faites aux femmes passe par leur reconnaissance dans des institutions telles que la justice bourgeoise.

Cependant, cela ne signifie pas que nous devons nous fier totalement à cette justice : elle est patriarcale et sexiste. Jusqu'à présent, ce n'est que par l'effet des mobilisations qui les ont entourées que les procédures pénales ont eu un écho et que les victimes n'ont pas été traitées en accusées. Nous devons donc engager des procès de dénonciation des violences, mais en garantissant aux femmes qui ont le courage de se battre pour que d'autres ne soient pas violées un soutien des mouvements de femmes et des organisations de gauche.

correspondante biennoise

Participation gouvernementale du PS :

AU FOUR DE L'AUSTÉRITÉ ET AU MOULIN DE LA RÉSISTANCE ?

La récente élection du socialiste Otto Stich au Conseil fédéral -- en lieu et place de la candidate officielle du Parti socialiste (PS), Lilian Uchtenhagen -- a relancé le débat sur la participation gouvernementale du PS. Un débat déjà ouvert dans certains partis cantonaux, où l'austérité mise en oeuvre par les gouvernements à participation socialiste inquiète plus d'un militant du PS. C'est ainsi que l'organe des socialistes vaudois (*Tribune socialiste vaudoise, TSV*) a dû justifier l'action des mandataires socialistes face aux critiques émises par le PSO. Nous publions ci-dessous l'article de TSV ainsi que la réponse du PSO, qui devrait normalement paraître dans le numéro de janvier de TSV.

La casquette bien ajustée sur la tête, le regard vide, un sourire désabusé sur les lèvres, nous sommes condamnés à jouer les porteurs de valises de la droite. Voilà notre image perfidement déformée par le miroir truqué que nous présentent certains militants du Parti socialiste ouvrier.

Participation gouvernementale ou opposition ? Les bons et les mauvais, les purs et les pervers. Regard critique et sans appel que d'autres membres de la gauche ont déjà porté plus d'une fois sur le Parti socialiste. Vision bien schématique, voire caricaturale.

Et pourtant. Certaines attitudes ou déclarations de nos mandataires, habilement exploitées par la presse, ne contribuent de loin pas à dissiper l'idée que membres socialistes et bourgeois du gouvernement c'est, à quelques nuances près, blancs bonnets et... Mais vous connaissez. La droite, très rusée, sait placer nos conseillers d'Etat dans des situations inconfortables, leur assignant, au nom de la sacro-sainte collégialité, la responsabilité de présenter au peuple des mesures d'austérité. Et nos camarades, trop honnêtes et scrupuleux à l'excès, de tomber dans le piège.

Ainsi en a-t-il été de la présentation du budget 1984 par Pierre Duvoisin. Seul devant la presse et comme par hasard à la veille des

élections fédérales, il présenta un budget d'austérité et de rigueur dont certaines économies sont et seront catégoriquement et vigoureusement refusées par notre parti. Du président du Gouvernement vaudois, M. J.-F. Leuba, libéral, pas trace. Et pour cause. Un exemple parmi d'autres qui ne contribue pas à démentir l'adage des bonnets. Dans l'avenir, vigilance et fermeté doivent empêcher nos mandataires d'être placés en situation ambiguë.

Nous socialistes, porteurs de valises ? Oui, mais pas celles qu'aimeraient nous voir porter radicaux et libéraux. Elles ressemblent trop à des «attaché-cases» dont le contenu nous brûle les mains. Il est des valises bien grosses et de plus en plus lourdes que bien des gens de ce pays ne peuvent plus porter seuls. Notre rôle immédiat est d'offrir nos services à ces gens, jeunes et vieux, chômeurs et salariés, et de porter leurs bagages. Nous devons également déployer toute notre énergie à alléger ces charges pour que tous, jusqu'aux plus faibles, puissent un jour les porter sans notre aide et jouir ainsi de cette liberté tant vantée et prônée par ceux-là même qui l'entravent par leur action politique.

Vous êtes-vous déjà sentis libres avec une grosse valise au bout de chaque bras ?

André Liechti.

Dans son article intitulé “Porteurs de valises” (*TSV* no 155, du 15 novembre 1983), André Liechti répond à notre critique de la participation gouvernementale socialiste minoritaire, ramassée dans la formule “les mandataires socialistes portent les valises de la droite”.

Il trouve notre vision des choses “bien schématique, voire caricaturale”. La caricature a pourtant ceci d'avantageux : elle permet, en quelques traits, d'aller à l'essentiel. Cet essentiel que André Liechti cherche constamment à éluder. Sa défense de la participation gouvernementale se résume à dire : a) la droite est rusée et nos mandataires quelquefois trop naïfs ; b) notre rôle est d'alléger les charges qui pèsent sur les plus faibles.

Rusée, la droite ? Evidemment, autant par métier que par intérêt. Trop naïfs, les mandataires socialistes ? Nous vous laissons juges. Mais nous ne croyons pas que la présence ou l'absence de l'un ou l'autre des conseillers d'Etat bourgeois lors d'une conférence de presse change quelque chose au fond du problème. Qui est justement de savoir si la participation gouvernementale socialiste favorise ou rend plus difficile la lutte pour “alléger” les bagages de la population laborieuse. Nous disons qu'elle rend plus difficile le développement d'une résistance à l'offensive de la bourgeoisie. Comment le salarié de ce canton peut-il se sentir défendu lorsqu'un magistrat socialiste fait passer -- contre son parti et son groupe parlementaire -- un budget d'austérité ? Comment peut-il ne pas se sentir “mis sur la touche”,

une fois encore berné par ces satanés politiciens ? Comment peut-il ne pas se démoraliser et se démobiler, même électoralement ?

Alors que face à l'offensive de la droite, une ligne d'action claire, de résistance, portée par l'ensemble des forces ouvrières devrait être avancée, la participation minoritaire du Parti socialiste vaudois au gouvernement ne fait qu'embrouiller les choses et démoraliser ceux qui déjà n'avaient nul besoin de l'être davantage.



P. Duvoisin, conseiller d'Etat socialiste et maître d'oeuvre de l'austérité cantonale.

On le voit, notre critique n'est pas affaire de personnes, ni de “bons ou de mauvais”, de “purs et de pervers”. Nous affirmons simplement qu'on ne peut à la fois être au four de l'attaque bourgeoise et au moulin de l'Entente ouvrière et populaire contre la crise et l'austérité.

Jean-Michel Dolivo

Les mesures prises dans d'autres villes

Les municipalités de Berne, Saint-Gall et Schaffhouse ont décidé d'organiser des cours d'auto-défense.

La municipalité de Winterthur est en train d'examiner une motion semblable à celle du PSO biennois.

A Genève, il est prévu de créer une section spéciale de la police, où des employé(e)s ayant reçu une formation adéquate recevront les femmes violées venues déposer une plainte.

Marche contre le racisme :

Un vocable a fait en quelques semaines le tour de la France et de sa presse : les Beurs. Anagramme approximatif d'arabe, il désigne les jeunes immigrés maghrébins de la deuxième génération. Partie d'un quartier populaire de Marseille, la marche pour l'égalité et contre le racisme lancée par les Beurs réunira plus de 70 000 personnes le 3 décembre à Paris.

Enorme succès, dû moins au magnétisme "médiatique" des Beurs qu'au patient travail de mobilisation mené par des milliers d'antiracistes actifs, dans les comités de soutien locaux, dans leurs organisations respectives.

Enorme succès, qui montre bien qu'il est possible de se battre contre le racisme, malgré la crise, malgré les succès électoraux de l'extrême-droite raciste et fascisante du Front national de Le Pen.

A condition de ne pas donner dans le fantasme oecuménique et la bonne conscience vite assoupie. Attitude illustrée on ne peut mieux par Libération, dont le non-conformisme devient chaque jour un peu plus un soutien sans fard à Mitterrand. Ce journal a systématiquement soutenu tout ce qui pouvait ramener la marche contre le racisme à

LES P'TITS BEURS

une grande messe du "peuple de gauche" et de ses élus. Moins de politique, davantage de morale, telle était sa recette, qui permettait au passage de dédouaner par le silence la politique anti-immigrés du gouvernement. Comme s'il était possible de lutter contre le racisme sans conjointement demander les mêmes droits pour tous. Comme s'il suffisait de faire des Beurs les futurs ministres et managers français ("On imagine la tête des managers japonais et américains se retrouvant en concurrence au Koweït avec l'agressivité et l'efficacité de nos 'beurs'", Serge July, Libération du 5 décembre 1983) pour que le problème soit réglé.

Certes, la lutte idéologique, l'affirmation tout à la fois du droit à la différence et de la nécessité de vivre ensemble sont choses nécessaires. Mais ce serait mortel de s'arrêter là. Car la profondeur même de l'emprise raciste, sa permanence, les stimulants qu'elle reçoit de la droite et du patronat, de l'extrême-droite et — triste, mais vrai — des mesures et déclarations gouvernementales, tout cela implique une longue lutte, dure et difficile. Allant au-delà du simple prêche égalitaire, elle doit se donner des objectifs précis, avancer des revendications concrètes (arrêt des expulsions d'immigrés, droit de vote, garantie d'établissement, etc.). L'application de ces mesures, allant vers la réalisation de l'égalité dans les faits et dans les droits serait un premier pas pour supprimer, dans les têtes, la croyance en une infériorité des "basanés". A cela doit s'ajouter une réelle politique anticrise, que ce soit sur le plan du logement, ou de l'emploi.

En dessous de ce seuil, on ne pourra songer sérieusement à extirper le virus de la "bête immonde", déjà bien ancré, comme l'a révélé le reportage du Monde aux usines Talbot de Poissy : "Tandis que les immigrés descendent — du car de ramassage, réd. — une voix bien française s'élève derrière le chauffeur : 'Vous allez avoir une contravention ! Vous n'avez pas vu que l'écrêteau vous interdit de déposer des ordures ici... ?' (Le Monde, 4 décembre 1983). Réalité brute, insoutenable du racisme au quotidien. C'est ce quotidien qu'il faut changer pour que disparaisse le racisme. La marche des Beurs peut et doit donner le coup d'envoi à l'action d'un large front permanent contre le racisme et pour les droits des immigrés.

Eric Peter



Famille d'immigrés turcs en Allemagne fédérale.

Travailleurs immigrés : L'Europe en chasse

C'est aujourd'hui toute l'Europe capitaliste qui vit à l'heure de la chasse aux immigrés. Celle-ci s'abrite bien évidemment derrière des prétextes tels que "la lutte contre les flux migratoires clandestins" ou la répression des "trafics de main-d'œuvre". C'est d'ailleurs sur ces thèmes que se sont réunis à Rome, du 25 au 27 octobre dernier, tous les ministres européens chargés de ce dossier.

Les travailleurs migrants vivant sur notre continent sont plus de quatorze millions. Près de deux millions d'entre eux vivent en situation illégale.

Dans la phase d'expansion économique, les classes dominantes ont largement fait appel à une main-d'œuvre bon marché, sans droits politiques. Cela leur permettait d'exercer une intense pression sur les salariés afin de contenir les revendications ouvrières. Le chômage n'était pas alors l'arme privilégiée qu'il est à présent devenu.

La crise intervenue au milieu des années soixante-dix, la succession des récessions ont changé les conditions de l'exploitation de la force de travail. Au moment où les restructurations industrielles aboutissent à des licenciements en masse, les possédants entendent bien se débarrasser d'une partie de cette population qui progressivement est devenue moins sûre.

En outre, pour imposer ses projets de régression sociale, le capital doit approfondir les divisions parmi les travailleurs. Comment mieux parvenir à atomiser la réaction des classes ouvrières face aux politiques d'austérité qu'en répandant l'idée selon laquelle la crise n'est nullement le produit de l'anarchie capitaliste mais la conséquence d'une surabondance de main-d'œuvre ? Peut-on trouver un meilleur bouc-émissaire que "l'étranger" ?

"Prenez les Turcs pour la vivisection"

L'Allemagne fédérale est assez exemplaire de ce processus. Longtemps épargnée par la dépression, elle est aujourd'hui touchée de plein fouet par un chômage qui atteint près de deux millions et demi de personnes. Les immigrés sont quatre millions et demi, parmi lesquels un million six cent mille Turcs. A Berlin-Ouest, ces dernières années, certains quartiers comme Kreuzberg ou Tiergarten sont devenues de véritables "zones réservées". La condition de ces "Gastarbeiter"

est telle que les taux d'échec au certificat d'études atteignent 65 o/o.

Depuis son retour au pouvoir, la coalition chrétienne-démocrate-libérale a adopté une série de mesures "incitant" au retour. Le Parlement vient par exemple de voter en première lecture un projet de loi du ministre du Travail, Norbert Blum. Les partants volontaires recevront une prime de 10 500 marks prélevée sur les prestations sociales qu'ils ont acquittées au cours de leur séjour et 1 500 marks supplémentaires par enfant en cas de départ de toute la famille. On oubliera naturellement de leur rembourser l'intégralité des sommes qu'ils ont, pendant cette période, versées aux caisses de l'Etat.

Considérant sans doute ce texte comme encore trop "laxiste", le très réactionnaire ministre de l'Intérieur Friedrich Zimmermann vient de proposer que les enfants d'immigrés établis outre-Rhin ne soient plus autorisés à rejoindre leurs parents au-delà de six ans (au lieu de seize actuellement). Dans le même sens, plusieurs Länder ont durci la législation fédérale. Dans le Bade-Wurtemberg et en Bavière, les autorités imposent un délai de trois ans avant d'autoriser le regroupement des familles. En Rhénanie-Westphalie, un travailleur étranger se voit contraint à un standing que bien des nationaux ne possèdent pas : son logement doit comprendre vingt mètres carrés par habitant.

Le patronat relaie cette politique. Dans les neuf prochains mois, trente mille emplois industriels occupés par des étrangers sont appelés à disparaître.

Toutes ces dispositions — qui visent en priorité les Turcs — ont déjà produit des effets. En 1982, pour toute l'Allemagne, trente mille immigrés ont regagné leur pays. Cet été, 11 800 familles en ont fait

autant. Et on estime que pour 1983, le nombre total de "réémigrants" sera de cent mille, chiffre qui devrait doubler l'an prochain.

On voit surtout poindre un racisme "ordinaire". Manuel Campos, responsable à l'immigration du syndicat des métallurgistes, IG Metall, indique : "Dès que le gouvernement a parlé des fameuses primes de retour, des immigrés se sont fait accueillir dans les usines par des marques comme : 'T'es pas encore parti, toi ? Laisse donc ta place aux Allemands'".

L'extrême-droite a naturellement sauté sur l'occasion. Des affiches apparaissent dans les villes. Elles présentent une jeune Aryenne blonde serrant contre elle des enfants en bas âge et sont assorties d'un slogan éloquent : "Ausländer Stopp" ("Stop aux immigrés"). Odiieux, des autocollants fleurissent également : "Arrêtez la vivisection. Prenez des Turcs".

Un exemple contagieux

L'exemple allemand a fait des émules sur le vieux continent. En Belgique (dont 9 o/o des résidents sont étrangers), le ministre de la Justice, Jean Gol, a formulé un projet de même nature : renforcement de la police des étrangers ; instauration d'un visa pour plusieurs nationalités comme les Marocains, les Tunisiens et les Sénégalais ; limitation des possibilités de regroupement familial, l'âge des descendants susceptibles de venir outre-Quévraïn passant de dix-huit à quinze ans. On pourrait encore citer d'autres cas.

Au sein des organisations ouvrières, une prise de conscience des dangers de ce climat s'effectue lentement. La presse de la DGB (centrale syndicale) allemande a publié plusieurs articles contre le racisme. En Belgique, le 8 mai dernier, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Bruxelles, à l'appel des deux grandes confédérations syndicales (FGTB et CSC), et de quelque cent cinquante associations antiracistes. Les bourgeois coordonnent manifestement leurs politiques contre l'immigration. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour ceux qui se battent pour l'unité de tous les exploités ?

Christian Picquet
(Rouge no 1090 du 2.12.83)

L'étau se resserre sur les peuples centro-américains en lutte pour leur libération. Les USA préparent pas à pas l'intervention militaire. Grandes manœuvres, sabotages et jeu diplomatique convergent, pour Reagan, vers un seul et même objectif : rendre "légitime" une intervention militaire aux yeux de l'opinion mondiale, notamment américaine.

"Nous devons empêcher la consolidation du régime sandiniste au Nicaragua, car il se transformerait en arsenal pour l'insurrection. Si nous ne pouvons l'empêcher, alors nous devons nous préparer à la partition de l'Amérique centrale. Une telle situation nous forcerait alors à établir une nouvelle ligne de front dans le conflit Est-Ouest ici, sur notre continent." Ainsi s'exprimait récemment Fred C. Ikle, sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense (*International Herald Tribune*, 13 septembre 1983). C'est dire à quel niveau les USA placent l'enjeu en Amérique centrale ! Ecraser la révolution ou diviser l'Amérique centrale comme jadis le Vietnam ou la Corée.

Des troupes incertaines

Evidemment, dans l'immédiat, Reagan voudrait imposer la première solution. Les préparatifs militaires se multiplient dans ce sens. *La Brèche* (no 308 du 19 novembre 83) a déjà sonné l'alarme à ce propos : le Conseil de Défense Centro-Américain (CONDECA), mis en veilleuse depuis la chute de Somoza, a annoncé son intention d'intervenir au Nicaragua avec "l'appui massif" des USA. Des milliers de soldats US sont déjà concentrés au Honduras où se déroulent des manœuvres qui ne sont rien d'autre que la répétition générale d'une intervention combinée de troupes honduriennes, salvadoriennes et américaines.

Plaque tournante de ce dispositif, le Honduras est transformé, depuis quelques mois, en une immense base américaine. Une base réelle, celle-là, contrairement aux mensonges répandus par Reagan au sujet de la présence soviéto-cubaine à Grenade ! *Le Monde Diplomatique* a démontré récemment comment cet engagement militaire a été imposé à l'insu du gouvernement et des lois du Honduras. C'est qu'il s'agit, pour l'impérialisme, de faire vite. Trois aéroports dotés d'appareils électroniques puissants servent de plate-forme pour des actions massives de l'aviation et de l'artillerie — qui auraient l'avantage de causer un minimum de pertes humaines aux troupes américaines. Parallèlement, les Etats-Unis entraînent les troupes salvadoriennes et honduriennes à la lutte antiguérilla.

Mais cet effort militaire se heurte à une difficulté majeure pour les USA : même entraînés et appuyés par une logistique ultra-moderne, les troupes du Honduras et du Salvador restent faibles, vite démoralisées ou corrompues. Cela tient à la situation sociale de ces pays. La crise économique n'encourage guère les paysans et les masses paupérisées à se battre pour leurs propriétaires fonciers ! Le cas du Salvador est flagrant de ce point de vue. La crise, au sein de l'armée, est profonde. "Dans les six premiers mois de cette année, l'armée du régime a subi plus de pertes que l'année passée tout entière. Même le ministre de la Défense, Vides Casanova, dans son rapport annuel, avoue 6 715 pertes pour la période de juillet 1982 à juin 1983, ce qui représente 21 o/o de l'effectif de l'armée" souligne le FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale). Les "bataillons d'élite" eux-mêmes s'étiolent au combat. A cela s'ajoute une radicalisation des luttes paysannes et syndicales, qui accroît la crise entre l'extrême-droite et la démocratie-chrétienne au sein de la dictature salvadorienne. Les réformes les plus minimes — la réforme agraire, par exemple — sont en effet bloquées.

Pour les USA, la conclusion est évidente : ils ne pourront venir à bout du FMLN, comme du peuple nicaraguayen, sans intervention massive de leurs propres troupes. Sans leur présence, la dictature salvadorienne se serait déjà écroulée. Voilà pourquoi l'effort militaire US doit trouver une légitimité politique qui le fasse accepter par la population américaine et l'opinion internationale.



Un groupe de guérilleros du FMLN, dans la ville libérée de Jucuarán.

Amérique centrale :

Guerre et manœuvres diplomatiques

Sabotages et diplomatie

Pour y parvenir, Reagan joue sur deux tableaux : le sabotage au Nicaragua et les manœuvres diplomatiques.

Les actions de la contre-révolution et les sabotages coûtent très cher au Nicaragua. Le nord du pays, où opèrent les "contra", est aussi le plus riche du point de vue agricole. Les actions risquent de redoubler aux mois de décembre et janvier, période de récolte du café. Déjà en novembre-décembre, le Nicaragua a dû importer 10 000 tonnes de maïs, suite aux destructions. Ponts, routes, moyens de communication sont la cible privilégiée des actions de sabotage. Sans parler de l'aéroport de Managua et des réserves de pétrole — qui ont été mises à feu. Le cas du pétrole est particulièrement instructif : non seulement les réserves sont sabotées, mais le Fonds Monétaire International (FMI) y met son grain de sel. Il a obligé le Mexique — seul fournisseur de pétrole du Nicaragua — à exiger le paiement cash de la moitié des livraisons (coût : 2,5 millions de dollars pour le Nicaragua) sans quoi le FMI bloquerait ses prêts au Mexique.

L'objectif de ces pressions économiques est évident : susciter et développer un mécontentement social au Nicaragua — forcé de se serrer la ceinture pour résister — afin d'accréditer la contre-révolution (le FDN — Front démocratique nicaraguayen). Dans le pays même, sous la sainte houlette de l'archevêque de Managua, l'opposition accroît ces tensions et mène campagne contre la conscription militaire.

A ces pressions s'ajoute le jeu diplomatique. Tout l'effort de Reagan dans ce domaine est de créer une "symétrie" entre le Salvador et le Nicaragua. Dans le premier, un gouvernement "légitime", issu d'élections, devrait collaborer avec la résistance (le FMLN). Dans l'autre, un gouvernement "illégitime" (issu du renversement de la dictature et non d'élections) devrait s'ouvrir aux "contras" du FDN. Toutes les forces de la contre-révolution, des ex-somozistes à

Eden Pastora en passant par les personnalités bourgeoises (Robelo, Chamorro fils) qui ont quitté le pays se sont rencontrées à Washington à cet effet. Dans l'immédiat, pour acquiescer cette légitimité et justifier ainsi l'intervention US, une opération visant à installer une "zone libérée" au Nicaragua même, avec "gouvernement provisoire" à la clé, se prépare. Du temps de Somoza ou au Salvador, les USA ne se sont jamais embarrassés de tels soucis "démocratiques" !

Solidarité avec le FSLN et le FMLN !

Le FSLN (Front sandiniste de libération nationale) comme le FMLN ont répondu, depuis des mois, à ces manœuvres diplomatiques. Avec un argument clair : oui à toute solution négociée sans ingérence étrangère. Evidemment, les USA n'en veulent pas, sachant pertinemment que leur retrait militaire provoquerait l'effondrement de la dictature au Salvador. Dans cette situation de tension accrue, la solidarité la plus large avec le FSLN et le FMLN est indispensable.

Michel Thévenaz



Milices populaires sandinistes.

Amérique centrale : CENT ANS DE DOMINATION US !

La guerre que l'impérialisme américain a, de fait, déclarée aux peuples du Salvador et du Nicaragua ne fait que s'ajouter à une longue série d'interventions en Amérique centrale. Un seul et même objectif a toujours commandé la politique de Washington : contrôler une région décisive pour les intérêts impérialistes. Le bilan historique ne peut laisser de doute, même dans l'esprit du plus crédule auditeur de l'ATS !

* En 1855, un aventurier de San Francisco, William Walker, envahit le Nicaragua. Il obtient le soutien tacite des Etats-Unis, soucieux de couper court aux visées britanniques sur cette région et déjà intéressés par les possibilités d'utiliser ce pays pour construire un canal transocéanique. Walker légalise l'esclavage et tente d'imposer l'anglais comme langue officielle !

* En 1901, l'armée américaine conquiert le Nicaragua pour mettre en échec les velléités de semi-indépendance du président José Santos Zelaya. Il s'ensuit une occupation yankee, quasi ininterrompue durant 20 ans.

* A la fin des années 1920, dans le contexte de la crise économique mondiale, les Etats-Unis modifient leur tactique. Ils retirent leurs troupes et mettent sur pied la célèbre Garde Nationale, cette mafia en uniforme. Ils la confient à un de leurs hommes de confiance, Anastasio Somoza Garcia. Durant 43 ans, lui et ses fils vont régner sur le Nicaragua, le pillant littéralement. Washington gorge la dictature d'armes et de dollars. Franklin D. Roosevelt (président des Etats-Unis de 1933 à 1945) résumait fort bien l'attitude fondamentale du capitalisme américain envers Somoza : "C'est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute" ! Tous les officiers de la Garde Nationale, sans exception, font un stage d'un an avec leurs compères américains dans les bases de Panama, cela jusqu'au milieu des années soixante-dix.

* Dans les années 1950 et 1960, le Nicaragua sert de base pour de multiples opérations militaires lancées par les Etats-Unis dans la région. En 1954, la CIA y rassemble les forces qui vont renverser le gouvernement nationaliste réformiste de Jacobo Arbenz au Guatemala. En avril 1961, l'essentiel des forces contre-révolutionnaires partent du port nicaraguayen de Puerto Cabezas pour tenter d'envahir Cuba (débarquement de la Baie des Cochons). En 1965, la Garde Nationale participa à l'occupation impérialiste de la République dominicaine.

* En 1964, le Nicaragua de Somoza — aux côtés des Etats-Unis, du Salvador, du Guatemala, du Honduras — est le pivot du Conseil de défense centro-américain (CONDECA). Ce Conseil est chargé de coordonner la lutte contre la guérilla dans la région. Aujourd'hui, il ordonne les efforts des dictatures d'Amérique centrale contre la révolution nicaraguayenne et salvadorienne. Comme l'avoue le grand hebdomadaire de la City londonienne, *The Economist*, il doit aussi "donner une sorte de légitimité à une possible invasion américaine" du Nicaragua (3-9 décembre 1983).

* Carter, en 1977-1979, soutient jusqu'au dernier moment la dictature pourrie de Somoza. Le prédicateur des "droits de l'homme" a tout fait pour décrocher une décision d'intervention militaire de l'Organisation des Etats Américains (OEA), afin d'empêcher la victoire militaire et politique du FSLN. En 1980, Carter commence au Salvador la politique que Reagan va poursuivre sur une plus grande échelle.

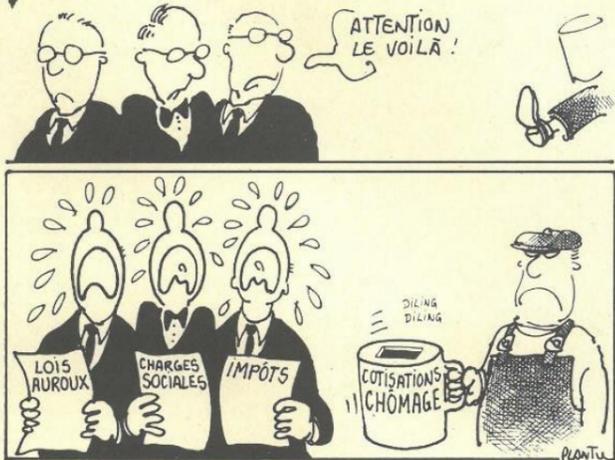
Pourvoyeur au Salvador "d'une des armées les plus brutales et corrompues"¹, l'impérialisme américain est prêt à tout pour renverser le FSLN et anéantir les conquêtes démocratiques du peuple nicaraguayen : la réforme agraire, le droit à la santé et à l'éducation, le droit du peuple de se défendre (les milices populaires). Cette démocratie-là est un défi insupportable pour les Etats-Unis, puisque c'est celle de la vaste majorité des exploités et des opprimés !

A. U.

1. Selon l'ancien ambassadeur américain au Salvador, Robert E. White (*International Herald Tribune*, 6 décembre 1983).

MAIS TOI, TU LA VOIS COMMENT CETTE RECONVERSION ?

C'EST TOUJOURS LA POLITIQUE DU BÂTON ET DE LA CAROTTE. LE BÂTON SUR LE CRÂNE ET LA CAROTTE DANS LE CUL.



Quels veinards, ces Italiens : ils avaient déjà l'Opéra, le chianti, les tagliatelles et les luttes ouvrières; aujourd'hui ils ont en plus Altan !

Altan et son personnage, le métallo Cipputi, qui ne se l'envoie pas faire dire...
(Altan, "Un métallo nommé Cipputi", Artefact, Fr. 14.-)

ELLES VEULENT AVORTER DANS LES FROIDS TRISTES ET ASCÉTIQUES INSTITUTIONS PUBLIQUES.
BONSOIR LA POÉSIE.



Ça, c'est Plantu, qui publie régulièrement ses dessins dans les colonnes du "Monde". Un trait tout en rondeur, pour mieux faire passer l'ironie acide du gag. Plantu, ou comment démentir en un dessin "l'objectivité" pondérée et sentencieuse du "Monde".

(Plantu, "C'est le goulag !", La Découverte Maspéro/Le Monde, Fr. 13,60)



LE CAPITALISME N'EST PAS ENTIÈREMENT DE LA MERDE, CIPPUTI, IL YA DU POUR ET DU CONTRE.

POUR QUI ET CONTRE QUI, ZIGHE LU? NE ME FAITES PAS LANGUIR !



TRAVAIL...
CONFIANCE...
RIGUEUR...
EFFORT...



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LA CHAUX-DE-FONDS

Beau-site du me 28 déc. au lu 2 janv. 84 : *Les aventures de Pinocchio*, de Carlo Collodi par le Théâtre Populaire Romand (TPR). Loc. : 039 / 23 05 66.

LAUSANNE et VAUD

La Cinémathèque, Casino de Montbenon Festival de films du Tiers Monde. Au Cinématographe. lu 19 déc., 18h.30 : *Alsino y el Condor*, de Miguel Littin (Nicaragua, 1982). lu 19, 20h.30; ma 20, 18h.30; me 21 déc., 15h. : *L'exilé*, de Oumarou Ganda (Niger, 1980). ma 20, 15h.; me 21, 18h.30 : *Baara*, de Souleymane Cissé (Mali, 1978). ma 20, 20h.30; je 22, 15h. : *Le moineau*, de Youssef Chahine (Egypte, 1972-1973).

Au Cinématographe. lu 9 janv. 1984, 20h.30; ma 10, 18h.30; me 11, 15h. : *Le Golem*, de Julien Duvivier (France, 1935, avec Harry Baur). ve 13, 18h.30; lu 16, 18h.30 : *Le chagrin et la pitié*, première partie "L'effondrement", de Marcel Ophüls (Suisse-RFA, 1969, Chronique d'une ville française de la défaite à l'Occupation et à la Résistance). ve 13 janv. 84, 20h.30; lu 16, 20h.30 : *Le chagrin et*

la pitié, deuxième partie "Le choix".

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville je 22, ve 23 déc., 20h.30 : *La nuit de San Lorenzo*, de P. et V. Taviani (Italie, 1982, très beau film).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES à 20h.30. je 22, ve 23 déc. : *Harold et Maude*, de Hal Ashby (USA, 1972). ma 27, me 28 : *Equateur*, de Serge Gainsbourg (France, 1983). je 29, ve 30 : *Le choix de Sophie*, d'Alan J. Pakula (USA, 1982). ma 3, me 4 janv. 1984 : *La maîtresse du lieutenant français*, de K. Reisz (GB, 1981). ve 6, sa 7 (sa aussi à 16h.) : *Reds*, de Warren Beatty (USA, 1981), deux films à ne pas manquer. ma 10, me 11 : *Les fraises sauvages*, d'Ingmar Bergman (Suède 1957). ve 13, sa 14 : *Furyo*, de Nagisa Oshima (GB-Japon, 1982). ma 17, me 18 : *Hammert*, de Wim Wenders (RFA, 1981-1982).

Aula du Collège, NYON di 18 déc., 18h. : *Trio Mangelsdorf - Francioli - Favre* (trombone, basse, batterie). Org. Jazz-Nyon.

GENÈVE

La Cour des Miracles (angle route de Chêne / ch. de la Montagne) jusqu'au sa 31 déc., 21h. : *Le blues de Piaf*, avec

Marie-Claire Stambac, au piano François Jacquet. Loc. : 022 / 49 97 87. Relâche les 21, 25 et 26.

La Traverse, 52, rue de Berne jusqu'au sa 24 déc., 21h. (di 17h.) : *Riou et Pouchain* (duo d'humour). 022 / 32 23 61.

Théâtre "Permis C", ruelle du Couchant jusqu'au sa 24 déc., 20h.30 du ma au sa et à 17h. le di (relâche lu) : *Le cabaret des chasseurs en exil*, sketches et chansons de et avec Gérard Frédéric et Gunner Kaya. 022 / 35 13 19.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes à 21h. Org. : AMR, ve 6 janvier 1984 : *Quartet Jacob - Siron - Martin - Bionda*. sa 7 : *Quartet E.A.O. ("et autres noms d'oiseaux")*. ve 13 : *Améthyste*. ve 20 : *Triphasé*. sa 21 : *Steve Houben - Christine Schaller Quartet*. sa 14 janvier : *Quartet BBFC (Jean-François Bovard, trombone; Daniel Bourquin, saxophone; Léon Francioli, contrebasse; Olivier Clerc, batterie)*. Si vous ratez ce concert, rattrapez-vous en achetant le dernier disque de BBFC : "Quelle mémoire !", disque Plainisphere PL 1267/9.

Petr O'Dollar

l'événement

Pologne :

La crise est proche

C'est au cœur des usines que, depuis de longues semaines, Solidarność prépare sa réponse à la misère matérielle et morale où le régime cherche à enfoncer les travailleurs. La presse ignore cette activité rien moins que spectaculaire. C'est elle pourtant qui est au cœur de la situation nouvelle qui s'établit dans ce pays.

Le pouvoir doit augmenter les prix pour conserver le contrôle d'une économie disloquée, il stimule en retour la colère des masses. La poussée ouvrière élargit les divisions suscitées par les échecs des maîtres du régime.

Tout au long du mois de novembre la bureaucratie fait le dos rond pour échapper au risque d'une polarisation explosive. C'est ainsi que circule un document secret qui présente le pouvoir comme impuissant. Un débat public sur l'austérité est ouvert.

La commission mixte Eglise-Etat reprend ses travaux. L'amnistie est prolongée et les procès de Varsovie sont repoussés à un futur lointain.

Parallèlement Jaruzelski remodèle les institutions du pouvoir central. Le Plenum du Comité central des 18 et 19 novembre donne le jour à un Comité de défense nationale (KOK) présidé par Jaruzelski. Ses compétences, très étendues, lui donnent pleins pouvoirs en matière de défense du pays et de "situation socio-économique".

Au fil des jours son emprise croît encore. Lundi 5 décembre, la Diète (Sejm) lui permet d'instaurer l'état d'urgence en cas de "troubles et menaces contre l'ordre public". Mardi 6 décembre des groupes opérationnels de

l'armée ont commencé à se déployer dans tout le pays.

La raison officielle ? La "dangereuse tension de la situation internationale, ces groupes ont pour mission d'analyser l'état de préparation à la défense, le fonctionnement de l'économie communale et des services publics, surtout des transports et communications, des postes et télécom-

4 décembre 1983, Katowice :

LA RÉPRESSION

Solidarność commémore le mercredi noir 16 décembre 1981 où sept mineurs de Wujec tombaient sous les balles de la milice.

Les mineurs de Silésie sont alors les derniers à poursuivre la grève générale spontanée de résistance au coup d'Etat.

Ceux de Piast sont 1 034 à tenir, au fond des puits, jusqu'au 29 décembre. Asoiffés, affamés, transis de froid.

Anna Walentynowicz, Kazimierz Switon (tous deux risquent cinq ans de prison) et Stanylaw Wyględa (risque trois ans) ont été arrêtés le 4 décembre 1983 pour avoir "organisé une action de protestation illégale". Accompagnés de quelques dizaines de personnes, ils avaient en effet voulu apposer une plaque rappelant la résistance des mineurs.



La seule force du régime : ses troupes de répression.

EXTRAITS D'UN ENTRETIEN AVEC LECH WALESA

La situation

"La situation est particulièrement grave aujourd'hui. Elle requiert une unité d'action. Car le programme du gouvernement équivaut à la paupérisation de la société. (...)

"En août 1980, c'est dans les usines que le combat a été gagné. C'est là qu'il le sera à nouveau. (...)

"Il ne faut pas se faire d'illusions, la victoire n'est pas pour demain. Et il nous faut y parvenir avec le moins de pertes possible."

La direction

"Bujak et les autres clandestins ont joué un rôle extraordinaire. C'est sur eux que reposait la responsabilité d'organiser la résistance; j'étais alors interné. D'où leur énorme autorité. Je pense aussi bien à Bujak en clandestinité, qu'à Frasnyniuk qui a été arrêté.

"Je ne suis pas irremplaçable. (...)

"Cette année aurait dû se tenir le deuxième congrès de Solidarité. On y aurait certainement vu une relève non seulement pour moi mais également pour Bujak et Frasnyniuk. Dans l'état actuel des choses on ne la voit pas mais elle existe et fait son travail, et elle le fait bien."

La solidarité

"Nous attendons de l'Occident de la persévérance, de la persévérance avant tout et une conscience claire que ce que nous accomplissons ici est un énorme travail, pas seulement pour nous-mêmes. Nous inventons des méthodes de lutte pacifiques. Nos idéaux vont plus loin que la Pologne. On peut fonder là-dessus la solidarité internationale."

(Extraits d'un entretien avec Walesa publié par Libération du 7 décembre 1983)

munications, des services et de l'approvisionnement de la population." (Libération, 7 décembre 1983)

Rappelons-nous ces jours d'octobre 1981 où Jaruzelski envoyait des unités patrouiller dans le pays parallèlement aux négociations tripartites Eglise-Etat-Solidarność. Les bureaucrates polonais sont

passés maîtres dans l'art de l'esquive pour frapper leur adversaire en porte-à-faux : le 13 décembre 1981 éclatait le coup d'état.

Jaruzelski en cette fin de décembre 1983 concentre ses forces dans l'espoir de frapper une poussée ouvrière dispersée ou, sinon, de reculer en ordre.

K. Grünberg

QUELQUES EXEMPLES DE GRÈVES RÉCENTES

* Dans le département W-4 de la fabrique de lampes électroniques "Rosa Luxembourg", à Varsovie, le 10 juillet dernier, les travailleuses ont refusé leur paye et ont interrompu le travail. Elles n'en pouvaient tout simplement plus. Le salaire moyen dans ce département tourne autour de 7 000 à 8 000 zlotys (le salaire officiel mensuel moyen est d'environ 13 000 zlotys; un kilo de pain coûte de 16 à 26 zlotys, un kilo de viande coûte de 250 à 300 zlotys environ, au 31 décembre 1982, Ndlr.). Que peut-on acheter avec ça aujourd'hui ? Le directeur général est venu dans le département. Durant la discussion, il a promis une augmentation de 500 zlotys. Les travailleuses de W-4 considèrent, quant à elles, qu'elles devraient recevoir une augmentation d'au moins 2 000 zlotys. Seule cette somme pourrait les aider, alors que leur salaire actuel leur permet à peine de végétier. (...)

* A l'usine Hutmen à Wrocław, les travailleurs du département W-3 ont arrêté le travail dans la nuit du 14 au 15 juillet. La cause immédiate de la grève résidait dans les conditions d'hygiène et de sécurité insupportables. Depuis un certain temps, la chaîne de décapage était en panne, les vapeurs acides envahissaient tout le bâtiment. La direction n'avait rien fait pour la réparer. La grève a duré toute la nuit. Le matin, la première équipe s'est mise en grève, en solidarité avec l'équipe précédente. Un miracle s'est alors produit : en quelques heures, la panne fut réparée.

* Dans l'entreprise de réparation de matériel ferroviaire ZNTK à Ostrow Wielkopolski, les 18 juillet et 18 août, il y a eu des grèves dans deux départements contre la baisse des salaires. Durant les négociations avec l'ensemble du personnel (comme les grévistes

l'avaient exigé), la direction s'est engagée à modifier les normes. Personne n'a encore été réprimé.

* A Bielsko-Biala, dans l'usine FSM (Polski Fiat), les travailleurs de la forge de Skoczow (fabrique numéro 5 de la FSM) ont arrêté le travail durant la première équipe, le 4 août, pour protester contre les sanctions salariales prises envers ceux qui n'avaient pas travaillé le samedi libre du 30 juillet. A la suite de la grève, la direction a annulé les sanctions, tout en créant une commission censée enquêter sur les causes de la "tentative de grève".

* Dans la fabrique de métaux légers Kety, les travailleurs des presses ont refusé de travailler les samedis libres, ce que la direction avait voulu imposer en juin. Personne ne s'est présenté à l'usine durant plusieurs samedis consécutifs, en dépit du fait que la direction ait infligé à tous un avertissement avec inscription dans les actes, et qu'elle ait supprimé la prime. Au bout de quelques semaines, la direction a annulé les sanctions et annoncé que le travail du samedi était volontaire. Les travailleurs du même atelier ont interrompu le travail le 12 août, après avoir reçu une paye de plusieurs milliers de zlotys plus faible qu'auparavant. (...)

* A l'usine d'automobiles FSO (Polski) de Varsovie, la première équipe des travailleurs de l'atelier de soudage (plus de 300 personnes) a déposé une demande de mutation dont le motif invoqué par tous était : "Les salaires n'ont aucun rapport avec l'effort fourni". Le 12 août, la fabrique numéro 2 (salaire moyen autour de 7 000 zlotys) s'est mise en grève pour protester contre la suppression de la paye des samedis. La première équipe a arrêté le travail durant quatre heures, la seconde durant une heure et demie. (...)

Traduit d'Inprekor polonais no 12, octobre 1983

"RENDEZ-VOUS
LE
16 DÉCEMBRE"

Dimanche 31 août 1980, la signature de l'accord de Gdansk marque la plus grande victoire des travailleurs polonais depuis la chute du nazisme. Walesa terminait par ces mots son allocution aux milliers de métallos massés devant les bureaux pour encourager leurs négociateurs : "Je voudrais vous dire une chose encore (...) vous fixer un rendez-vous permanent : chaque 16 décembre nous nous retrouverons là, devant le monument (aux ouvriers abattus à cet endroit le 16 décembre 1970 par la milice, ndlr). La date est fixée une fois pour toutes, invariable." (Samizdat 80, no 12, automne 1980, nous soulignons).

Depuis 1971 il fleurissait le mur à l'anniversaire de la fusillade, témoignage persistant de la résistance ouvrière. Deux ans après le putsch, Walesa répète sa convocation : "Je présenterai pour ma part (les échéances à affronter, ndlr) le 16 décembre devant le monument. Je suis convaincu que nous ne pouvons pas ne pas gagner. (...) Nous devons donc élaborer de nouvelles solutions, il serait bon qu'elles puissent servir le monde entier, pas seulement nous." (Libération, 7 décembre 1983).

Jaruzelski depuis deux ans butte sur le même obstacle : le redémarrage de la vie économique est impossible sans prise en charge par les travailleurs de la production et de la distribution.

Progrès social et démocratie ouvrière ou dictature des parasites, voilà l'alternative.

Le pouvoir cherche à profiter des rigueurs de l'hiver pour imposer l'austérité.

La TKK (direction clandestine de Solidarność) lance un appel pour le 16 décembre que les mesures de lutte des commissions ouvrières préparent depuis deux mois.

"Nous pleurons nos morts mais nous sommes en vie et refusons de tomber sous les coups portés par la misère", tel est le langage de Solidarność.

Du fond des usines surgit la colère ouvrière. Face à elle la bureaucratie n'a qu'un but : frapper. Exaspérée par l'attente elle a fourbi son arsenal.

Cet hiver à nouveau révolution et contre-révolution se font face en Pologne.

Nous serons, nous aussi, fidèles au rendez-vous.

Karl Grünberg



SOLIDARNOŚĆ VIT ET LUTTE !

Souscrivez à la campagne de la délégation de Solidarność, de la Coordination nationale, des CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est).

100 000 francs
pour Solidarność

CCP 80 - 43 063 Zurich,
mention campagne 100 000.-